

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 936

19 avril 2013

SOMMAIRE

Bishop Infrastructure Luxembourg S.à r.l.	44889	La Comodonna S.A.	44886
Cameron Lux II S.à r.l.	44920	Logiplat S.à r.l.	44925
Cameron Lux I Sàrl	44923	Madame Cinucci	44882
Capricornus S.A., SPF	44882	Mennlux S.à r.l.	44927
Capricornus S.A., SPF	44882	Mountain Air S.à r.l.	44883
CAPRICORNUS, Société anonyme hold- ing	44882	Napoleon Properties S.A.	44883
CAPRICORNUS, Société anonyme hold- ing	44882	Naska Group	44883
Clyde Blowers Capital S.à r.l.	44898	New Texsystem S.à r.l.	44883
Deriway S.A.	44905	nGage Consulting International S.A.	44928
Fiduciaire de l'Economie du Luxembourg S.A.	44888	Novarte Renovation Sàrl	44882
Fiduciaire de l'Economie S.A.	44888	Optimoil Technologies S.A.	44884
First State Investments GIP Management S.à r.l.	44888	Oracle Finance	44883
G Corporate S.A.	44882	Pasie S.A.	44885
Héron S.A.	44886	PEINTURE HUBERT père et fils S.à r.l.	44887
Hinricks S.A.	44886	Portfolio Consult S.A.	44928
Industrial Property Investments (I.P.I.) S.A.	44885	PROloc S.A.	44887
In Lay S.à r.l.	44884	RC II S.à r.l.	44887
Jardecor International	44884	Rosa & Neves Construction S. à r.l.	44887
Jardecor International	44884	Rosh Trust International S.A.	44886
Kal'Air	44884	RSA Overseas Holdings (Luxembourg) (No.1) S.à r.l.	44886
Kodama S.A.	44885	Soloma Fin SA	44913
Kodama S.A.	44885	S.P.P.F. S.A. (Société de Prise de Partici- pation Financière)	44887
Kodama S.A.	44885	UGL Parnters S.à r.l.	44927
		ZIM Atlantic Maritime Company S.à r.l.	44928

Madame Cinucci, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 9-11, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 167.639.

—
Extrait de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 06 mars 2013

L'assemblée générale décide, à l'unanimité, de transférer le siège social au 9-11, Avenue de la Porte Neuve à L-2227 Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013031822/11.

(130039172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

G Corporate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 166.662.

—
A l'attention du Conseil d'Administration

Par la présente, je donne ma démission en tant qu'administrateur de votre société, avec effet immédiat.

Luxembourg, le 6 mars 2013.

Xavier Mangiullo.

Référence de publication: 2013031690/10.

(130039111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

**Capricornus S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,
(anc. CAPRICORNUS, Société anonyme holding).**

Siège social: L-1933 Luxembourg, 1, rue Siggy vu Lëtzebuerg.
R.C.S. Luxembourg B 104.457.

—
Le Bilan au 31-12-2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 08 mars 2013.

Référence de publication: 2013032842/10.

(130040342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2013.

**Capricornus S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,
(anc. CAPRICORNUS, Société anonyme holding).**

Siège social: L-1933 Luxembourg, 1, rue Siggy vu Lëtzebuerg.
R.C.S. Luxembourg B 104.457.

—
Le Bilan au 31-12-2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 08 mars 2013.

Référence de publication: 2013032843/10.

(130040362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2013.

Novarte Renovation Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3240 Bettembourg, 59, rue Michel Hack.
R.C.S. Luxembourg B 160.779.

—
Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Fiduciaire WBM

Experts comptables et fiscaux

Signature

Référence de publication: 2013033109/13.

(130040148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2013.

New Texsystem S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.
R.C.S. Luxembourg B 24.022.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013033100/10.

(130040097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2013.

Oracle Finance, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 107.323.

Les comptes annuels au 31 mai 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2013033113/10.

(130040768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2013.

Naska Group, Société Anonyme.

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.
R.C.S. Luxembourg B 55.057.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013033097/10.

(130040457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2013.

Mountain Air S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 142.604.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013033087/10.

(130040835) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2013.

Napoleon Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 35, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 33.361.

Le bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mars 2013.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2013033096/14.

(130040664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2013.

In Lay S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5884 Howald, 268, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 88.887.

Le bilan de clôture du 21 décembre 2012 de la société IN LAY S.à r.l., dissoute en date du 21 décembre 2012 et déjà radiée, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013033001/10.

(130040138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2013.

Jardcor International, Société Anonyme.

Siège social: L-4830 Rodange, 4, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 115.028.

Les comptes annuels du 01/01/2011 au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013033011/10.

(130040128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2013.

Jardcor International, Société Anonyme.

Siège social: L-4830 Rodange, 4, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 115.028.

Les comptes annuels du 01/01/2010 au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013033012/10.

(130040129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2013.

Kal'Air, Société en nom collectif.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 31, rue Notre-Dame.

R.C.S. Luxembourg B 80.445.

Les comptes annuels au 30 septembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013033019/10.

(130040218) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2013.

Optimoil Technologies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2526 Luxembourg, 12, rue Schröbilgen.

R.C.S. Luxembourg B 146.752.

Les comptes annuels d'Optimoil Technologies S.A. pour les exercices clôturés au 31 décembre 2010 & 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mars 2013.

Pour Optimoil Technologies S.A.

Juliette MAYER

Mandataire

Référence de publication: 2013033118/14.

(130040349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2013.

Pasie S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 35.490.

Le bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mars 2013.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L – 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2013033126/14.

(130040573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2013.

Kodama S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 92, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 145.402.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013033028/10.

(130040811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2013.

Kodama S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 92, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 145.402.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013033027/10.

(130040810) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2013.

Kodama S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 92, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 145.402.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013033026/10.

(130040808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2013.

Industrial Property Investments (I.P.I.) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 1, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 115.473.

Les comptes annuels de l'exercice clôturé au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013032993/10.

(130040686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2013.

La Comodonna S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 33.358.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013033044/10.

(130040270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2013.

Hinricks S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 67.840.

Le Bilan au 31 octobre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mars 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013032987/10.

(130040202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2013.

Héron S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 97.072.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013032985/10.

(130040833) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2013.

Rosh Trust International S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 21.731.

Les Comptes Annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013033175/10.

(130040468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2013.

RSA Overseas Holdings (Luxembourg) (No.1) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 9.000,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 73.467.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 15 décembre 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 184 du 2 mars 2000.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

RSA Overseas Holdings (Luxembourg) (No.1) S.à r.l., en liquidation volontaire

Signature

Référence de publication: 2013033177/14.

(130040055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2013.

RC II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 137.968.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013033167/10.

(130040450) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2013.

Rosa & Neves Construction S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8440 Steinfort, 70B, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 58.465.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013033174/10.

(130040081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2013.

PEINTURE HUBERT père et fils S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6551 Berdorf, 18, rue de Consdorf.

R.C.S. Luxembourg B 107.359.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 8 mars 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013033127/10.

(130040123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2013.

PROloc S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8282 Kehlen, 9, rue de Keispelt.

R.C.S. Luxembourg B 71.677.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013033138/10.

(130040855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2013.

S.P.P.F. S.A. (Société de Prise de Participation Financière), Société Anonyme.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 49, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 90.969.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mars 2013.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L – 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2013033180/14.

(130040580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2013.

First State Investments GIP Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: AUD 25.000,00.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 132.521.

L'actionnaire unique de la Société a décidé par voie de résolution circulaire en date du 3 janvier 2013 de renouveler le mandat PricewaterhouseCoopers Société Coopérative, 400, Route d'Esch, L-1014 Luxembourg en qualité réviseur d'entreprises agréé de la Société jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire de la Société qui statuera sur les comptes annuels de la société au 30 juin 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 27 février 2013.

Pour FIRST STATE INVESTMENTS GIP MANAGEMENT S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

RBC Investor Services Bank S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2013031680/18.

(130038473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

**Fideco S.A., Fiduciaire de l'Economie S.A., Société Anonyme,
(anc. Fideco Luxembourg S.A., Fiduciaire de l'Economie du Luxembourg S.A.).**

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38-40, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 128.787.

L'an deux mille treize, le vingt février.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme FIDUCIAIRE DE L'ECONOMIE DU LUXEMBOURG S.A., en abrégé FIDECO LUXEMBOURG S.A., avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte notarié en date du 1^{er} juin 2007, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1519 du 21 juillet 2007.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Filippo Comparetto, expert-comptable, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Arlette Siebenaler, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Attilio Casciato, employé privé, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le Président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentaire.

Ladite liste de présence ainsi que, le cas échéant, les procurations des actionnaires représentés resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les actions, représentant l'intégralité du capital souscrit, sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour

- Changement de dénomination de «Fiduciaire de l'Economie du Luxembourg S.A., en abrégé Fideco Luxembourg S.A.» en «Fiduciaire de l'Economie S.A., en abrégé Fideco S.A.»

- Transfert du siège social du 11, rue Béatrix de Bourbon, L-1225 Luxembourg au 38-40, avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de changer la dénomination de «Fiduciaire de l'Economie du Luxembourg S.A.», en abrégé «Fideco Luxembourg S.A.» en «Fiduciaire de l'Economie S.A.», en abrégé «Fideco S.A.». En conséquence l'article 1^{er} des statuts est modifié comme suit:

« **Art. 1^{er}**. Il existe une société anonyme sous la dénomination de «Fiduciaire de l'Economie S.A.», en abrégé «Fideco S.A.».

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de transférer le siège social du 11, rue Béatrix de Bourbon, L-1225 Luxembourg au 38-40, avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les comparants ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: F. COMPARETTO, A. SIEBENALER, A. CASCIATO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 février 2013. Relation: LAC/2013/8127. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Releveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 27 février 2013.

Référence de publication: 2013028402/54.

(130034989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

Bishop Infrastructure Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 175.350.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-first day of January.

Before Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette.

THERE APPEARED:

EQT Infrastructure II Limited Partnership, a limited partnership organized under the laws of England and Wales, having its registered office at Schiphol Boulevard 355, H-Tower, 4th Floor, 1118 BJ Schiphol, The Netherlands and registered with the Companies House under number LP014908, acting through its general partner EQT Infrastructure II GP B.V., a private company with limited liability (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) organized under the laws of the Netherlands, having its official seat in Amsterdam, the Netherlands, and its office address at Schiphol Boulevard 355, H-Tower, 4th floor, 1118 BJ Schiphol, the Netherlands, registered with the commercial register of the Chamber of Commerce under number 54468701

represented by Léa GNALY, lawyer, residing in Luxembourg by virtue of a power of attorney given on 21 January 2013.

Which power of attorney shall be signed ne varietur by the attorney of the above named person and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as mentioned above, has declared its intention to constitute by the present deed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) and to draw up its articles of association as follows:

Title I. Form - Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Form. There exists a private limited liability company (hereafter the "Company") which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended from time to time (hereafter the "Law"), as well as by the present articles of association (hereafter the "Articles").

Art. 2. Name. The name of the Company is "Bishop Infrastructure Luxembourg S.a r.l.".

Art. 3. Registered office.

3.1. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg.

3.2. It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of its Shareholders (as defined hereafter) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

3.3. The registered office may be transferred within the City of Luxembourg by decision of the Sole Manager or, in case of plurality of managers, of the Board of Managers (as defined hereafter).

3.4. Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad by the decision of the Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers, until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will however not have any effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 4. Object.

4.1. The Company's object is to acquire and hold interests, directly or indirectly, in any form whatsoever, in any other Luxembourg or foreign entities, by way of, among others, the subscription or the acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way, or of financial debt instruments in any form whatsoever, and to administrate, develop and manage such holding of interests.

4.2. The Company may also render every assistance, whether by way of loans, guarantees or otherwise to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, even not substantial, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company (hereafter referred to as the "Connected Companies"). On an ancillary basis of such assistance, the Company may also render administrative and marketing assistance to its Connected Companies.

4.3. The Company may subordinate its claims in favour of third parties for the obligations of any such Connected Companies.

4.4. For purposes of this article, a company shall be deemed to be part of the same "group" as the Company if such other company directly or indirectly owns, is owned by, is in control of, is controlled by, or is under common control with, or is controlled by a shareholder of, the Company, in each case whether beneficially or as trustee, guardian or other fiduciary. A company shall be deemed to control another company if the controlling company possesses, directly or indirectly, all or substantially all of the share capital of the company or has the power to direct or cause the direction of the management or policies of the other company, whether through the ownership of voting securities, by contract or otherwise.

4.5. The Company may in particular enter into the following transactions:

4.5.1. borrow money in any form or obtain any form of credit facility and raise funds, except by way of public offer, through, including, but not limited to, the issue of bonds, notes, promissory notes, certificates and other debt or equity instruments, convertible or not, or the use of financial derivatives or otherwise;

4.5.2. enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of the Connected Companies, or any director, manager or other agent of the Company or any of the Connected Companies, within the limits of any applicable law provision; and

4.5.3. use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

4.6. In addition to the foregoing, the Company may perform all legal, commercial, technical and financial transactions and, in general, all transactions which are necessary or useful to fulfil its corporate object as well as all transactions directly or indirectly connected with the areas described above in order to facilitate the accomplishment of its corporate object in all areas described above.

Art. 5. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Title II. Capital - Transfer of shares

Art. 6. Capital.

6.1. The corporate capital of the Company is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares having a nominal value of one Euro (EUR 1) each (hereafter the "Shares"). The holders of the Shares are together referred to as the "Shareholders".

6.2. In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any Share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the general meeting of Shareholders. The amount of the premium account may be used to make payment for any Shares, which the Company may repurchase from its Shareholder(s), to offset any net realized losses, to make distributions to the Shareholder(s) or to allocate funds to the legal reserve or other reserves.

6.3. All Shares will have equal rights.

Art. 7. Transfer of shares.

7.1. In case of a single Shareholder, the Shares held by the single Shareholder are freely transferable.

7.2. In case there is more than one Shareholder, Shares are freely transferable among the Shareholders. Transfer of Shares inter vivos to non-Shareholders may only be made with the prior approval given in a general meeting of Shareholders representing at least three quarters (3/4) of the capital.

7.3. Any transfer of Shares must be recorded by a notarial deed or by a private document and shall not be enforceable vis-à-vis the Company or third parties until it has been notified to the Company or accepted by it in accordance with article 190 of the Law and article 1690 of the Civil Code.

7.4. The Company may repurchase its own Shares provided that the Company has sufficient distributable funds for that purpose.

Title III. Management

Art. 8. Management. The Company is managed by one manager (the "Sole Manager") or several managers appointed by the general meeting of Shareholders. If several managers are appointed, they will constitute a board of managers (the "Board of Managers" each member individually, the "Manager"). The Sole Manager or the Managers need not to be Shareholder of the Company. The Sole Manager or the Managers may be revoked ad nutum by decision of the general meeting of Shareholders.

Art. 9. Powers.

9.1. In dealing with third parties, the Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to perform all acts necessary or useful for accomplishment of the corporate objects of the Company.

9.2. All powers not expressly reserved by the Law or by the Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Sole Manager or, in case of plurality of managers, of the Board of Managers.

9.3. Any litigation involving the Company either as plaintiff or as defendant will be handled in the name of the Company by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by the Board of Managers represented by the Manager delegated for this purpose.

9.4. The Company shall be bound in all circumstances by the sole signature of its Sole Manager and, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two members of the Board of Managers, or by the signature of any person to whom such power shall be delegated by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by the Board of Managers.

Art. 10. Delegations.

10.1. The Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers may sub-delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

10.2. The Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers shall determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

Art. 11. Meeting of the board of managers.

11.1. The Board of Managers shall meet as often as the Company's interest so requires or upon call of any Manager of the Company. In case all the Managers are present or represented, they may waive all convening requirements and formalities.

11.2. Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, by telegram, facsimile, electronic mail or letter another Manager as his proxy.

11.3. Meetings of the Board of Managers shall be held in Luxembourg. The Board of Managers may only deliberate or act validly if at least a majority of its members is present either in person or by proxy. The resolutions of the Board of Managers shall be adopted by the majority of the votes of the Managers present either in person or by proxy.

11.4. Written resolutions signed by all the members of the Board of Managers will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, facsimile, electronic mail or similar communication.

11.5. Any member of the Board of Managers who participates in the proceedings of a meeting of the Board of Managers by means of a communication device (including a telephone and videoconference), which allows all the other members of the Board of Managers present at such meeting (whether in person or by proxy or by means of such type of communications device) to hear and to be heard by the other members at any time, shall be deemed to be present at such meeting and shall be counted when reckoning a quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such meeting. If a resolution is taken by way of conference call, the resolution shall be considered to have been taken in Luxembourg if the call is initiated from Luxembourg.

11.6. The minutes of a meeting of the Board of Managers may be signed (i) by all Managers present or represented at the meeting, or (ii) by any two Managers present or represented at the meeting, or (iii) by the chairman and the secretary if appointed at the meeting of the Board of Managers or (iv) by any person to whom such powers have been delegated by the Board of Managers at such meeting of the Board of Managers.

11.7. Extracts shall be certified by any Manager or by any person nominated by any Manager or during a meeting of the Board of Managers.

11.8. In case of a Sole Manager, the resolutions of the Sole Manager shall be documented in writing.

Art. 12. Interim dividends. The Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by the Board of Managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by the Law or by the Articles.

Title IV. General meeting of shareholders

Art. 13. Powers - Holding of general meetings.

13.1. Each Shareholder has voting rights commensurate with his shareholding.

13.2. In case of a single Shareholder owning all the Shares, it shall exercise all the powers conferred to the general meeting of Shareholders under section XII of the Law and its decisions shall be in writing and shall be recorded in minutes.

13.3. In case there is more than one Shareholder, decisions of the Shareholders shall be taken in a general meeting or by written consultation at the instigation of the management. In such case, each Shareholder shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

13.4. Shareholders meetings may be convened by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by any Manager.

13.5. If all the Shareholders are present or represented, they can waive any convening formalities and the meeting can be validly held without prior notice.

13.6. General meetings of Shareholders shall be held in Luxembourg. Any Shareholder may, by a written proxy, authorize any other person, who need not be a Shareholder, to represent him at a general meeting of Shareholders and to vote in his name and stead.

Art. 14. Majorities.

14.1. The resolutions shall be validly taken insofar as Shareholders representing more than half of the capital adopt them. If that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented.

14.2. Resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority (in number) of the Shareholders owning at least three quarters (3/4) of the Company's capital, subject to the provisions of the Law.

14.3. However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its Shareholders may be increased only with the unanimous consent of all the Shareholders and in compliance with any other legal requirement.

Title V. Financial year - Profits - Reserves

Art. 15. Financial year.

15.1. The financial year of the Company starts on the 1st of January and ends on the 31st of December of each year.

15.2. Each year on the 31st of December an inventory of the assets and the liabilities of the Company as well as a balance sheet and a profit and loss account shall be drawn up by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by the Board of Managers.

Art. 16. Profits - Reserves.

16.1. The revenues of the Company, deduction made of the general expenses and the charges, the depreciations, the provisions and taxes constitute the net profit.

16.2. From the net profit five per cent (5%) shall be deducted and allocated to the legal reserve; this deduction ceases to be mandatory as soon as the reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched. The balance is at the disposal of the general meeting of Shareholders.

Title VI. Dissolution - Liquidation

Art. 17. Dissolution - Liquidation.

17.1. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholders.

17.2. The dissolution and liquidation of the Company can only be decided if approved by the majority (in number) of the Shareholders owning at least three quarters (3/4) of the capital of the Company.

17.3. In case of dissolution of the Company the liquidation will be carried out by one or more liquidators who need not be Shareholders, designated by the general meeting of Shareholders who shall determine their powers and remuneration.

17.4. The surplus after payment of all charges, debts, expenses which are a result of liquidation, will be used to reimburse the contribution made by the Shareholders on the Shares of the Company. The final surplus will be distributed to the Shareholders in proportion to their respective shareholding.

Title VII. Applicable law

Art. 18. Applicable law. All matters not mentioned in the Articles, shall be determined in accordance with the Law.

Transitional provision

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall end on the 31st of December 2013.

Subscription and Payment

The Articles having thus been established, the appearing party declares to subscribe the entire capital as follows:

EQT Infrastructure II Limited Partnership, prenamed, 12,500 Shares 12,500 Shares

TOTAL: twelve thousand five hundred Shares, 12,500 Shares

The Shares have been fully paid up by a contribution in cash of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500).

The amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) is at the disposal of the Company.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of its organization, are estimated at approximately one thousand five hundred euro (EUR 1,500.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole Shareholder of the Company, representing the entire subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at 23, Rue Aldringen, L-1118 Luxembourg;

2. Have been elected as managers of the Company for an undetermined term:

2.1 Mr. Karl Heinz Horrer, born on 19 August 1966, in Munich, Germany, with professional address at 23, Rue Aldringen, L-1118 Luxembourg;

2.2 Mr. Stefan Holmér, born on 19 March 1961, in Stockholm, Sweden, with professional address at 23, Rue Aldringen, L-1118 Luxembourg;

2.3 Mr. Jens Hoellermann, born on 26 July 1971, in Oberhausen, Germany, with professional address at 47, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; and

2.4 Mr. Ganash Lokanathen, born on 5 July 1978, in Pahang, Malaysia, with professional address at 47, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on the request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing party, known to the undersigned notary by name, Christian name, civil status and residence, the said representatives of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-un janvier,

Par devant Maître Francis KESSELER notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A COMPARU:

EQT Infrastructure II Limited Partnership, une société en commandite (limited partnership) constituée selon les lois d'Angleterre et Pays du Galles, ayant son siège social à Schiphol Boulevard 355, H-Tower, 4th Floor, 1118 BJ Schiphol, Pays-Bas, immatriculée auprès du Companies House sous le numéro LP014908 agissant par son associé comandité (general partner) EQT Infrastructure II GP B.V., une société à responsabilité limitée (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) constituée selon les lois des Pays-Bas, ayant son siège officiel à Amsterdam, Pays Bas et son adresse administrative à Schiphol Boulevard 355, H-Tower, 4th floor, 1118 BJ Schiphol, Pays-Bas, immatriculée auprès du registre de commerce de la Chamber of Commerce sous le numéro 54468701,

représentée par Léa GNALY, juriste, demeurant à Luxembourg en vertu d'une procuration donnée le 21 janvier 2013.

Ladite procuration signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiquée ci-avant, a déclaré son intention de constituer par le présent acte une société à responsabilité limitée et d'en arrêter les statuts comme suit:

Titre I^{er} . Forme - Nom - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er} . Forme. Il existe une société à responsabilité limitée (ci-après la "Société"), qui sera régie par les lois relatives à une telle entité, et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée de temps à autre (ci-après la "Loi"), ainsi que par les présents statuts (ci-après les "Statuts").

Art. 2. Dénomination. La dénomination de la Société est "Bishop Infrastructure Luxembourg S.à r.l."

Art. 3. Siège social.

3.1. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg.

3.2. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale extraordinaire de ses Associés (tels que définis ci-après) délibérant comme en matière de modification des Statuts.

3.3. Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la Ville de Luxembourg par décision du Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de Gérance (tels que définis ci-après).

3.4. Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le siège social de la Société pourra être transféré provisoirement à l'étranger par décision du Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de Gérance jusqu'à ce que la situation soit normalisée; ces mesures provisoires n'ont toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 4. Objet.

4.1. L'objet de la Société est l'acquisition et la détention de tous intérêts, directement ou indirectement, sous quelle que forme que ce soit, dans toutes autres entités, luxembourgeoises ou étrangères, par voie de souscription ou d'acquisition de toutes participations et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière, ou par voie d'instruments financiers de dettes, sous quelle que forme que ce soit, ainsi que leur administration, leur développement et leur gestion.

4.2. La Société pourra également apporter toute assistance financière, que ce soit sous forme de prêts, d'octroi de garanties ou autrement, à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci soit substantiel, ou à toutes sociétés, qui seraient actionnaires, directs ou indirects, de la Société, ou encore à toutes sociétés appartenant au même groupe que la Société (ci-après reprises comme les "Sociétés Apparentées"). A titre accessoire de cette assistance financière, la Société pourra également apporter à ses Sociétés Apparentées toute assistance administrative ou commerciale.

4.3. La Société peut subordonner ses créances en faveur de tierces parties pour les obligations de toutes Sociétés Apparentées.

4.4. Pour les besoins de cet article, une société sera considérée comme appartenant au même «groupe» que la Société si cette autre société, directement ou indirectement, détient, est détenue par, détient le contrôle de, est contrôlée par ou est sous le contrôle commun avec, ou est contrôlée par un actionnaire de la Société, que ce soit comme bénéficiaire, trustee ou gardien ou autre fiduciaire. Une société sera considérée comme contrôlant une autre société si elle détient, directement ou indirectement, tout ou une partie substantielle de l'ensemble du capital social de la société ou dispose du pouvoir de diriger ou d'orienter la gestion et les politiques de l'autre société, que ce soit aux moyens de la détention de titres permettant d'exercer un droit de vote, par contrat ou autrement.

4.5. La Société pourra, en particulier, être engagée dans les opérations suivantes:

4.5.1. conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de crédit et lever des fonds, sauf par voie d'offre publique, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre, certificats et autres instruments de dettes, convertibles ou non, ou par l'utilisation d'instruments financiers dérivés ou autres;

4.5.2. accorder toute garantie, fournir tout gage ou toute autre forme de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par toutes ou l'une de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de Sociétés Apparentées, ou de tout administrateur, gérant ou autre agent de la Société ou de l'une des Sociétés Apparentées, dans les limites de toute disposition légale applicable; et

4.5.3. utiliser tous instruments et techniques nécessaires à la gestion efficace de ses investissements et à la protection contre tous risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans des activités pouvant être considérées comme une activité réglementée du secteur financier.

4.6. Outre ce qui précède, la Société peut réaliser toutes transactions légales, commerciales, techniques ou financières et en général toutes transactions nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à faciliter l'accomplissement de son objet social dans les secteurs prédécrits.

Art. 5. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II. Capital - Transfert de parts

Art. 6. Capital social.

6.1. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales, ayant une valeur nominale de un euro (1 EUR), chacune (ci-après les «Parts Sociales»). Les détenteurs de Parts Sociales sont désignés ensemble comme les «Associés».

6.2. En plus du capital social, il pourra être établi un compte de prime d'émission sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Le montant d'un tel compte de prime d'émission est à la libre disposition de l'assemblée générale des Associés. Le montant d'un tel compte de prime d'émission peut être utilisé pour procéder à des paiements pour toutes Parts Sociales que la Société peut racheter à son/ses Associé(s), pour compenser toute perte réalisée, pour procéder à des distributions aux Associés ou pour allouer des fonds à la réserve légale ou à d'autres réserves.

6.3. Toutes les Parts Sociales donnent droit à des droits égaux.

Art. 7. Transfert de parts.

7.1. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul Associé, les Parts Sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

7.2. Dans l'hypothèse où il y a plusieurs Associés, les Parts Sociales détenues par un des Associés sont librement transmissibles à un autre Associé.

Tout transfert de Parts Sociales entre vifs à des non Associés ne pourra se faire qu'avec l'accord préalable, donné dans une assemblée générale d'Associés représentant au moins trois quart (3/4) du capital.

7.3. Tout transfert de Parts Sociales doit être constaté par un acte notarié ou par un acte sous seing privé et ne sera pas opposable vis-à-vis de la Société ou des tiers jusqu'à ce qu'il ait été notifié à la Société ou accepté par elle conformément à l'article 190 de la Loi et l'article 1690 du Code Civil.

7.4. La Société peut racheter ses propres Parts Sociales pour autant que la Société ait des fonds distribuables suffisants à cet effet.

Titre III. Gérance

Art. 8. Gérance. La Société est gérée par un gérant (le "Gérant Unique") ou par plusieurs gérants nommés par l'assemblée générale des Associés. Si plusieurs gérants ont été nommés, ils formeront un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance", chacun étant alors désigné comme «Gérant»). Le Gérant Unique ou les Gérants ne sont pas nécessairement Associés de la Société. Le Gérant Unique ou les Gérants peuvent être révoqués à tout moment par une décision de l'assemblée générale des Associés.

Art. 9. Pouvoirs.

9.1. Dans les rapports avec les tiers, le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance, a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer tous actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société.

9.2. Les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou par les Statuts à l'assemblée générale des Associés tombent dans la compétence du Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de Gérance.

9.3. Tout litige dans laquelle la Société apparaît comme demandeur ou comme défendeur, sera géré au nom de la Société par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par le Conseil de Gérance représenté par le Gérant délégué à cet effet.

9.4. La Société est valablement engagée, en toutes circonstances par la seule signature de son Gérant Unique et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du Conseil de Gérance, ou par la signature de toute personne à qui ce pouvoir aura été délégué par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par le Conseil de Gérance.

Art. 10. Délégations.

10.1. Le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance peut déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs agents ad hoc pour des tâches déterminées.

10.2. Le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de tout agent, la durée de son mandat ainsi que toutes autres conditions de son mandat.

Art. 11. Réunion du conseil de gérance.

11.1. Le Conseil de Gérance se réunit sur convocation d'un Gérant de la Société aussi souvent que l'intérêt de la Société le requière. Lorsque tous les Gérants sont présents ou représentés, ils pourront renoncer aux formalités de convocation.

11.2. Tout Gérant est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil de Gérance par un autre Gérant, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite, par télégramme, par fax, par courriel ou par lettre.

11.3. Les réunions du Conseil de Gérance se tiendront à Luxembourg. Le Conseil de Gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins de ses membres est présent en personne ou par mandataire. Les résolutions du Conseil de Gérance seront valablement adoptées par la majorité des votes des Gérants présents en personne ou par mandataire.

11.4. En cas d'urgence des résolutions écrites signées par tous les membres du Conseil de Gérance auront le même effet et la même validité que des décisions prises lors d'une réunion valablement convoquée et tenue. Ces signatures peuvent être apposées sur un seul ou plusieurs documents séparés transmis par lettre, fax, courriel ou moyen similaire de communication.

11.5. Tout membre du Conseil de Gérance qui participe à une réunion du Conseil de Gérance par un moyen de communication (en ce compris par téléphone et par visioconférence), qui permet à tous les autres membres du Conseil de Gérance présents à telle réunion (soit en personne, par mandataire ou par un tel moyen de communication) d'entendre et d'être entendus par les autres membres à tout moment, sera réputé présent à telle réunion et sera pris en compte pour le calcul du quorum et sera autorisé à voter sur les matières traitées à telle réunion. Lorsque la décision est prise par voie d'une conférence téléphonique, la décision sera considérée comme ayant été prise à Luxembourg si l'appel est initié à partir de Luxembourg.

11.6. Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance sont signés (i) par tous les Gérants présents ou représentés à la réunion, ou (ii) par deux Gérants présents ou représentés à la réunion, ou (iii) par le président et le secrétaire si nommés à la réunion du Conseil de Gérance ou (iv) par toute personne dont les pouvoirs ont été délégués par le Conseil de Gérance à cette réunion du Conseil de Gérance.

11.7. Des extraits seront certifiés par un Gérant ou par toute personne désignée par un Gérant ou lors d'une réunion du Conseil de Gérance.

11.8. En cas de Gérant Unique, les résolutions du Gérant Unique pourront être documentées par écrit.

Art. 12. Dividendes intérimaires. Le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance, peut décider de payer des dividendes intérimaires sur la base d'un relevé de comptes préparé par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par le Conseil de Gérance montrant qu'il existe suffisamment de fonds disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant distribuable ne peut être supérieur aux profits réalisés depuis la fin de l'exercice social précédent, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et sommes allouées à une réserve à établir en vertu de la Loi ou des Statuts.

Titre IV. Assemblée générale des associés

Art. 13. Pouvoirs - Tenue d'assemblées générales.

13.1. Chaque Associé a un droit de vote proportionnel à sa participation dans le capital social.

13.2. En cas d'un Associé unique détenant toutes les Parts Sociales, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des Associés par la section XII de la Loi et ses décisions sont établies par écrit et enregistrées dans des procès-verbaux.

13.3. S'il y a plus d'un Associé, les décisions des Associés seront prises en assemblée générale ou par consultation écrite à l'initiative de la gérance. Dans ce cas, chaque Associé recevra le libellé exact du texte des résolutions ou décisions à adopter et donnera son vote par écrit.

13.4. Des assemblées générales pourront être convoquées par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par tout Gérant.

13.5. Si tous les Associés sont présents ou représentés, ils peuvent renoncer aux formalités de convocation et la réunion peut valablement être tenue sans avis préalable.

13.6. Les assemblées générales des Associés se tiendront à Luxembourg. Tout Associé peu par procuration écrite, autoriser toute autre personne, qui n'a pas besoin d'être un Associé, à le représenter à une assemblée générale des Associés et à voter en son nom et à sa place.

Art. 14. Majorités.

14.1. Les décisions ne sont valablement prises que pour autant que des Associés détenant plus de la moitié du capital social les adoptent. Si ce chiffre n'est pas atteint lors de la première réunion ou consultation par écrit, les Associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettres recommandées, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représentée.

14.2. Les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité (en nombre) d'Associés détenant au moins les trois quarts (3/4) du capital social de la Société conformément aux prescriptions de la Loi.

14.3. Néanmoins, le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des Associés ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des Associés et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

Titre V. Exercice social - Profits - Réserves

Art. 15. Exercice social.

15.1. L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

15.2. Chaque année, au trente et un décembre, le bilan et le compte de profit et perte de la Société sont établis par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par le Conseil de Gérance et ce dernier prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Art. 16. Profits - Réserves.

16.1. Les profits de la Société, après déduction des frais généraux des charges, des amortissements, des provisions et des taxes, constituent le bénéfice net.

16.2. Sur le bénéfice net, cinq pour cent (5%) seront prélevés et alloués à la réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de celle-ci aura atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société mais devra être repris jusqu'à entière reconstitution de la réserve, si à tout moment et pour quelle que raison que ce soit elle a été entamée. Le solde est à la disposition de l'assemblée générale des Associés.

Titre VI. Dissolution - Liquidation

Art. 17. Dissolution - Liquidation.

17.1. La Société ne pourra être dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité, de faillite de son Associé unique ou de l'un de ses Associés.

17.2. La dissolution et la liquidation de la Société n'est possible que si elle est décidée par la majorité (en nombre) des Associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social de la Société.

17.3. En cas de dissolution de la Société, la dissolution et la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, Associés ou non, nommés par l'assemblée générale des Associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

17.4. Le surplus après paiement des charges, dettes dépenses qui résultent de la liquidation sera utilisé pour rembourser l'apport fait par les Associés sur les Parts Sociales de la Société. Le surplus final sera distribué aux Associés proportionnellement à leur détention respective.

Titre VII. Loi applicable

Art. 18. Loi applicable. Tous les points non réglés par les Statuts seront déterminés conformément à la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2013.

Souscription et Paiement

Les Statuts ayant été établis, la comparante déclare souscrire l'entièreté du capital comme suit:

EQT Infrastructure II Limited Partnership, préqualifié, 12,500 Parts Sociales 12.500 Parts Sociales

TOTAL: douze mille cinq cents Parts Sociales, 12.500 Parts Sociales

Les Parts Sociales ont été entièrement libérées par un apport en numéraire de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR).

Le montant de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) est à la disposition de la Société.

Dépenses

Les dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élèvent à approximativement mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'Associé unique de la Société représentant l'intégralité du capital souscrit, a passé les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé au 23, Rue Aldringen, L-1118 Luxembourg;

2. Ont été nommés gérants de la Société pour une période indéterminée:

2.1 M. Karl Heinz Horrer, né le 19 août 1966, à Munich, Allemagne, avec adresse professionnelle au 23, Rue Aldringen, L-1118 Luxembourg;

2.2 M. Stefan Holmér, né le 19 mars 1961, à Stockholm, Suède, avec adresse professionnelle au 23, Rue Aldringen, L-1118 Luxembourg;

2.3 M. Jens Hoellermann, né le 26 juillet 1971 à Oberhausen, Allemagne, avec adresse professionnelle au 47, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; et

2.4 M. Ganash Lokanathén, né le 5 juillet 1978, à Pahang, Malaisie, avec adresse professionnelle au 47, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française; à la demande de la partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture de l'acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante connue du notaire soussigné par nom, prénom, état civil et résidence, ledit mandataire de la partie comparante a signé avec nous notaire, le présent acte.

Signé: Gnaly, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 23 janvier 2013. Relation: EAC/2013/1008. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013026377/479.

(130032008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2013.

Clyde Blowers Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 141.248.

In the year Two Thousand and Twelve, on the Twentieth day of December.

Before Us Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Clyde Blowers Capital Fund II LP, a limited partnership incorporated in Scotland with registered number SL 006734 and whose registered office is at 1 Redwood Crescent, Peel Park, East Kilbride G74 5PA, United Kingdom, (the "Sole Member"),

here represented by Mr. Carmine REHO, lawyer professionally residing at 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, by virtue of a proxy granted under private seal.

The proxy having been signed ne varietur by the proxy holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary shall remain attached to the present deed for registration purposes.

The pre-named company is the holder of the entire corporate capital of Clyde Blowers Capital S.à r.l., a société à responsabilité limitée, with registered office at 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 141248 (the "Company"), incorporated on 12 August 2008, by a deed of Maître Paul Frieders, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations ("Mémorial C") number 2296 of 19 September 2008, which articles have been lastly amended by a deed of the undersigned notary enacted on 28 March 2012, published in the Mémorial C, number 1526 of 6 June 2012 (the "Articles").

The appearing party, represented as above stated, requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Sole Member resolved to increase the corporate capital of the Company by a contribution in cash in an amount of Twenty Nine Pounds Sterling (GBP 29) so as to bring it from its present amount of One Million Seven Hundred Ninety Three Thousand Nine Hundred Sixty Eight Pounds Sterling (GBP 1,793,968) to an amount of One Million Seven Hundred Ninety Three Thousand Nine Hundred Ninety Seven Pounds Sterling (GBP 1,793,997) represented by:

59,903 class A1 corporate units,
59,903 class A2 corporate units,
59,903 class B1 corporate units,
59,903 class B 2 corporate units,
59,903 class C1 corporate units,
59,903 class C2 corporate units,
59,903 class D1 corporate units,
59,903 class D2 corporate units,
59,903 class E1 corporate units,
59,903 class E2 corporate units,
59,903 class F1 corporate units,
59,903 class F2 corporate units,
59,903 class G1 corporate units,
59,903 class G2 corporate units,

59,903 class H1 corporate units,
 59,903 class H2 corporate units,
 59,903 class I1 corporate units,
 59,903 class I2 corporate units,
 59,903 class J1 corporate units,
 59,903 class J2 corporate units,
 59,903 class K1 corporate units,
 59,903 class K2 corporate units,
 59,903 class L1 corporate units,
 59,903 class L2 corporate units,
 59,903 class M1 corporate units,
 59,903 class M2 corporate units,
 59,903 class N1 corporate units,
 59,903 class N2 corporate units,
 116,713 class Z corporate units,

each corporate unit having a nominal value of One Pound Sterling (GBP 1) and such rights and obligations as set out in the Articles from this corporate capital increase, together with a share premium amounting to Seven Million Four Hundred Ninety Nine Thousand Nine Hundred Seventy One Pounds Sterling (GBP 7,499,971).

Second resolution

The Sole Member of the Company resolved to approve the subscription and payment by it of:

1 class A1 corporate unit,
 1 class A2 corporate unit,
 1 class B1 corporate unit,
 1 class B 2 corporate unit,
 1 class C1 corporate unit,
 1 class C2 corporate unit,
 1 class D1 corporate unit,
 1 class D2 corporate unit,
 1 class E1 corporate unit,
 1 class E2 corporate unit,
 1 class F1 corporate unit,
 1 class F2 corporate unit,
 1 class G1 corporate unit,
 1 class G2 corporate unit,
 1 class H1 corporate unit,
 1 class H2 corporate unit,
 1 class I1 corporate unit,
 1 class I2 corporate unit,
 1 class J1 corporate unit,
 1 class J2 corporate unit,
 1 class K1 corporate unit,
 1 class K2 corporate unit,
 1 class L1 corporate unit,
 1 class L2 corporate unit,
 1 class M1 corporate unit,
 1 class M2 corporate unit,
 1 class N1 corporate unit,
 1 class N2 corporate unit,
 1 class Z corporate unit,

each corporate unit having a nominal value of One Pound Sterling (GBP 1) and such rights and obligations as set out in the Articles, and in consideration of a cash contribution amounting to Seven Million Five Hundred Thousand Pounds Sterling (GBP 7,500,000) representing a share premium in relation to this subscription amounting to Seven Million Four Hundred Ninety Nine Thousand Nine Hundred and Seventy One Pounds Sterling (GBP 7,499,971).

Subscription and Payment

Further appeared Mr. Carmine REHO, prenamed, professionally residing at 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, acting in his capacity as duly appointed attorney of the Sole Member by virtue of a power of attorney granted on 20 December 2012.

The appearing person declared to subscribe in the name and on behalf of the Sole Member for:

1 class A1 corporate unit,
1 class A2 corporate unit,
1 class B1 corporate unit,
1 class B2 corporate unit,
1 class C1 corporate unit,
1 class C2 corporate unit,
1 class D1 corporate unit,
1 class D2 corporate unit,
1 class E1 corporate unit,
1 class E2 corporate unit,
1 class F1 corporate unit,
1 class F2 corporate unit,
1 class G1 corporate unit,
1 class G2 corporate unit,
1 class H1 corporate unit,
1 class H2 corporate unit,
1 class I1 corporate unit,
1 class I2 corporate unit,
1 class J1 corporate unit,
1 class J2 corporate unit,
1 class K1 corporate unit,
1 class K2 corporate unit,
1 class L1 corporate unit,
1 class L2 corporate unit,
1 class M1 corporate unit,
1 class M2 corporate unit,
1 class N1 corporate unit,
1 class N2 corporate unit,
1 class Z corporate unit,

each corporate unit having a nominal value of One Pound Sterling (GBP 1) and such rights and obligations as set out in the Articles, in consideration of a cash contribution amounting to Seven Million Five Hundred Thousand Pounds Sterling (GBP 7,500,000) representing a share premium in relation to this subscription amounting to Seven Million Four Hundred Ninety Nine Thousand Nine Hundred and Seventy One Pounds Sterling (GBP 7,499,971).

Thereupon the Sole Member resolved to accept the said subscriptions and payments and to allocate the above listed corporate units to it.

The amount of Seven Million Five Hundred Thousand Pounds Sterling (GBP 7,500,000) has been put at the disposal of the company according to the declarations of the appearing party.

Third resolution

The Sole Member resolved to subsequently amend article 5 paragraph 1 of the Articles, which shall be read as follows:

" **Art. 5. Corporate Capital.** The subscribed share capital is set at one million seven hundred ninety three thousand nine hundred ninety seven Pounds Sterling (GBP 1,793,997) represented by:

59,903 class A1 corporate units,
59,903 class A2 corporate units,
59,903 class B1 corporate units,
59,903 class B2 corporate units,
59,903 class C1 corporate units,
59,903 class C2 corporate units,
59,903 class D1 corporate units,

59,903 class D2 corporate units,
59,903 class E1 corporate units,
59,903 class E2 corporate units,
59,903 class F1 corporate units,
59,903 class F2 corporate units,
59,903 class G1 corporate units,
59,903 class G2 corporate units,
59,903 class H1 corporate units,
59,903 class H2 corporate units,
59,903 class I1 corporate units,
59,903 class I2 corporate units,
59,903 class J1 corporate units,
59,903 class J2 corporate units,
59,903 class K1 corporate units,
59,903 class K2 corporate units,
59,903 class L1 corporate units,
59,903 class L2 corporate units,
59,903 class M1 corporate units,
59,903 class M2 corporate units,
59,903 class N1 corporate units,
59,903 class N2 corporate units,
116,713 class Z corporate units,

each corporate unit with a nominal value of one Pound Sterling (GBP 1) and with such rights and obligations as set out in the present articles of association."

Fourth resolution

The Sole Member resolved to grant authorization to any one manager of the Company or to any lawyer of the law firm WILDGEN, Luxembourg, with single signatory power, to carry out any action in relation to or necessary to implement or incidental to the above taken resolutions.

Costs

The amount of expenses, costs, remuneration and charges to be paid by the Company as a result of the present stated deed is estimated at four thousand seven hundred Euro (EUR 4,700).

The amount of the capital increase and the share premium is valued at approximately nine million two hundred twenty-three thousand Euro (EUR 9,223,000).

The undersigned notary, who understands and speaks English, stated that at the request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French translation; at the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English text shall prevail.

Whereof, the present notarial deed is drawn up in Luxembourg on the day mentioned at the beginning of this document. The document having been read to the appearing proxy-holder, he signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le vingt décembre.

Par devant Nous, Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-duché de Luxembourg,

A comparu:

Clyde Blowers Capital Fund II LP, une société en commandite (limited partnership) constituée en Ecosse, immatriculée sous le numéro de registre SL 006734 et dont le siège social est sis au 1, Redwood Crescent, Peel Park, East Kilbride G74 5PA, Royaume Uni, (l'«Associé Unique»),

ici représentée par M. Carmine REHO, avocat demeurant professionnellement au 69, Boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire représentant la partie comparante et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

La société susnommée détient l'intégralité du capital social de Clyde Blowers Capital S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social sis au 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le matricule B 141248 (la «Société»), constituée le 12 août 2008 par acte reçu de Maître Paul Frieders, notaire établi à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations ("Mémorial C"),

numéro 2296 du 19 septembre 2008, lesquels statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte du notaire soussigné reçu le 28 mars 2012 publié au Mémorial C numéro 1526 du 6 juin 2012 (les «Statuts»).

La comparante, représentée tel qu'indiqué ci-dessus, a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique a décidé d'augmenter le capital social de la Société par un apport en numéraire d'un montant de vingt neuf livres sterling (GBP 29) afin de le porter de son montant actuel d'un million sept cent quatre-vingt-treize mille neuf cent soixante-huit livres sterling (GBP 1.793.968) représenté par:

59.903 parts sociales de classe A1,
59.903 parts sociales de classe A2,
59.903 parts sociales de classe B1,
59.903 parts sociales de classe B 2,
59.903 parts sociales de classe C1,
59.903 parts sociales de classe C2,
59.903 parts sociales de classe D1,
59.903 parts sociales de classe D2,
59.903 parts sociales de classe E1,
59.903 parts sociales de classe E2,
59.903 parts sociales de classe F1,
59.903 parts sociales de classe F2,
59.903 parts sociales de classe G1,
59.903 parts sociales de classe G2,
59.903 parts sociales de classe H1,
59.903 parts sociales de classe H2,
59.903 parts sociales de classe I1,
59.903 parts sociales de classe I2,
59.903 parts sociales de classe J1,
59.903 parts sociales de classe J2,
59.903 parts sociales de classe K1,
59.903 parts sociales de classe K2,
59.903 parts sociales de classe L1,
59.903 parts sociales de classe L2,
59.903 parts sociales de classe M1,
59.903 parts sociales de classe M2,
59.903 parts sociales de classe N1,
59.903 parts sociales de classe N2,
116.713 parts sociales de classe Z,

chaque part sociale ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) et portant les mêmes droits et obligations que ceux prévus par les Statuts à compter de cette augmentation de capital, auxquelles est attachée une prime d'émission d'un montant de sept million quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent soixante et onze livres sterling (GBP 7.499.971).

Deuxième résolution

L'Associé Unique a décidé d'approuver la souscription et le paiement par lui de:

part sociale de classe A1,
part sociale de classe A2,
part sociale de classe B1,
part sociale de classe B 2,
part sociale de classe C1,
part sociale de classe C2,
part sociale de classe D1,
part sociale de classe D2,
part sociale de classe E1,
part sociale de classe E2,
part sociale de classe F1,

part sociale de classe F2,
part sociale de classe G1,
part sociale de classe G2,
part sociale de classe H1,
part sociale de classe H2,
part sociale de classe I1,
part sociale de classe I2,
part sociale de classe J1,
part sociale de classe J2,
part sociale de classe K1,
part sociale de classe K2,
part sociale de classe L1,
part sociale de classe L2,
part sociale de classe M1,
part sociale de classe M2,
part sociale de classe N1,
1 part sociale de classe N2,
1 part sociale de classe Z,

chaque part sociale ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) et portant les mêmes droits et obligations que ceux prévus par les Statuts à compter de cette augmentation de capital, auxquelles est attachée une prime d'émission d'un montant de sept million quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent soixante et onze livres sterling (GBP 7.499.971).

Souscription et Paiement

Comparaît ensuite M. Carmine REHO, demeurant professionnellement à 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, agissant en qualité de mandataire dûment nommé par l'Associé Unique en vertu d'une procuration donnée le 20 décembre 2012.

Le comparant a déclaré souscrire au nom et pour le compte de l'Associé Unique à:

1 part sociale de classe A1,
1 part sociale de classe A2,
1 part sociale de classe B1,
1 part sociale de classe B 2,
1 part sociale de classe C1,
1 part sociale de classe C2,
1 part sociale de classe D1,
1 part sociale de classe D2,
1 part sociale de classe E1,
1 part sociale de classe E2,
1 part sociale de classe F1,
1 part sociale de classe F2,
1 part sociale de classe G1,
1 part sociale de classe G2,
1 part sociale de classe H1,
1 part sociale de classe H2,
1 part sociale de classe I1,
1 part sociale de classe I2,
1 part sociale de classe J1,
1 part sociale de classe J2,
1 part sociale de classe K1,
1 part sociale de classe K2,
1 part sociale de classe L1,
1 part sociale de classe L2,
1 part sociale de classe M1,
1 part sociale de classe M2,

- 1 part sociale de classe N1,
- 1 part sociale de classe N2,
- 1 part sociale de classe Z,

chaque part sociale ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) et portant les mêmes droits et obligations que ceux prévus par les Statuts à compter de cette augmentation de capital, auxquelles est attachée une prime d'émission d'un montant de sept million quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent soixante et onze livres sterling (GBP 7.499.971).

L'Associé Unique a ensuite décidé d'accepter lesdits souscriptions et paiement et que les parts sociales énumérées ci-dessus lui seront allouées.

Le montant de sept millions cinq cent mille livres sterling (GBP 7.500.000) a été mis à la disposition de la Société conformément aux déclarations de la partie comparante.

Troisième résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier consécutivement l'article 5 paragraphe 1 des Statuts, devant être lu ainsi:

« **Art. 5. Capital social.** Le capital social souscrit de la Société est fixé à un million sept cent quatre-vingt-treize mille neuf cent quatre-vingt-dix-sept Livres Sterling (GBP 1.793.997) représenté par:

- 59.903 parts sociales de classe A1,
- 59.903 parts sociales de classe A2,
- 59.903 parts sociales de classe B1,
- 59.903 parts sociales de classe B2,
- 59.903 parts sociales de classe C1,
- 59.903 parts sociales de classe C2,
- 59.903 parts sociales de classe D1,
- 59.903 parts sociales de classe D2,
- 59.903 parts sociales de classe E1,
- 59.903 parts sociales de classe E2,
- 59.903 parts sociales de classe F1,
- 59.903 parts sociales de classe F2,
- 59.903 parts sociales de classe G1,
- 59.903 parts sociales de classe G2,
- 59.903 parts sociales de classe H1,
- 59.903 parts sociales de classe H2,
- 59.903 parts sociales de classe I1,
- 59.903 parts sociales de classe I2,
- 59.903 parts sociales de classe J1,
- 59.903 parts sociales de classe J2,
- 59.903 parts sociales de classe K1,
- 59.903 parts sociales de classe K2,
- 59.903 parts sociales de classe L1,
- 59.903 parts sociales de classe L2,
- 59.903 parts sociales de classe M1,
- 59.903 parts sociales de classe M2,
- 59.903 parts sociales de classe N1,
- 59.903 parts sociales de classe N2,
- 116.713 parts sociales de classe Z,

Chaque part sociale ayant une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1) et les droits et obligations prévus dans les présents statuts.»

Quatrième résolution

L'Associé Unique a décidé d'autoriser tout gérant de la Société, ou tout avocat de l'étude WILDGEN, Luxembourg, avec pouvoir individuel de signature, afin de prendre toute action nécessaire ou incidente à l'application des résolutions précédentes.

44905

Frais

Le montant des frais, coûts, honoraires et charges, qui incombent à la Société à raison du présent acte est estimé à la somme de quatre mille sept cents Euros (EUR 4.700,-) euros.

Le montant total de l'augmentation de capital et de la prime d'émission s'élève à neuf millions deux cent vingt-trois mille euros (EUR 9.223.000).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi par une traduction française, à la demande de la même partie comparante et en cas de divergence entre les anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, le présent acte notarié est rédigé à Luxembourg, au bureau, à la date mentionnée au début du présent document.

Le document ayant été lu au mandataire comparant, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Carmine REHO, Jean SECKLER

Enregistré à Grevenmacher, le 02 janvier 2013. Relation GRE/2013/63. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2013026401/373.

(130032144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2013.

Deriway S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 175.355.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the fourth day of February.

Before the undersigned M^e Jean SECKLER, notary residing at Junglinster, (Grand Duchy of Luxembourg).

APPEARED:

The public limited company "AUDITAS S.A.", established and having its registered office in 1, rue de Holtz, L - 8826 Perlé,

here duly represented by Mr Michal WITTMANN, company's director, professionally residing in L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe

Such appearing party, represented as said before, has requested the officiating notary to document the deed of incorporation of a public limited company ("Aktiengesellschaft") which it deems to incorporate herewith and the articles of association of which are established as follows:

A. Name - Registered office - Duration - Purpose

Art. 1. There exists a public limited company ("société anonyme") under the name of "DERIWAY S.A.", ("the Company") governed by these articles and the law of August 10th, 1915 concerning commercial companies, as amended

The registered office is established in Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg).

The duration of the Company is unlimited.

The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for the amendment of these articles of association.

Art. 2. The purposes of the Company are to perform all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, to the administration, the management, the control and the development of these participating interests.

It may use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, to acquire by way of investment, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever securities and patents, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents, grant to the companies in which it has participating interests any support, loans, advances or guarantees.

Within the limits of its activity, the Company can grant mortgage, contract loans, with or without guarantee, and stand security for other persons or companies, within the limits of the concerning legal dispositions.

The Company may also carry out any commercial, industrial, financial, movable and immovable operations, which are in direct or indirect relation with its object or which may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

B. Share capital - Shares

Art. 3. The subscribed share capital is fixed at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) represented by three hundred and ten (310) shares of a nominal value of one hundred euro (EUR 100.-) each.

Art. 4. The shares may be registered or bearer shares, at the option of the holder, except those shares for which the law prescribes registered form.

The Company's shares may be issued, at the owner's option, in certificates representing single shares or two or more shares.

The Company may have one or several shareholders.

The death or the dissolution of the sole shareholder (or any other shareholder) shall not lead to the dissolution of the Company.

The Company may repurchase its own shares with its free reserves under the provisions set forth in Article 49-2 of the law on commercial companies.

The capital of the Company may be increased or reduced in one or several steps by a decision of the general meeting of shareholders, adopted in accordance with the provisions applicable to changes in the Articles of Incorporation.

The general meeting may entrust the board of directors with the realisation of such increase or decrease in the capital.

The general meeting of the shareholders called to decide upon the increase in capital may limit or waive the preferential subscription right of the existing shareholders.

C. Board of directors

Art. 5. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of three members at least, shareholders or not.

However, if the Company is incorporated by one single shareholder or if it is noted at a shareholders' meeting that all the shares issued by the Company are held by one single shareholder, the Company may be managed by one single director until the first annual shareholders' meeting following the moment where the Company has noted that its shares are held by more than one shareholder.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting, which shall determine their number, remuneration and term of office. The term of the office of a director may not exceed six years and the directors shall hold office until their successors are elected. Directors may be re-elected for successive terms.

The directors are elected by the general meeting of shareholders at a simple majority of the votes validly cast.

Any director may be removed with or without cause by the general meeting of shareholders at a simple majority of the votes validly cast.

If a legal entity is appointed as director of the Company, such legal entity must designate a permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints his successor at the same time.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, this vacancy may be filled out on a temporary basis until the next meeting of shareholders, in compliance with the applicable legal provisions.

Art. 6. The Board of Directors has full power to perform such acts as shall be necessary or useful to the Company's object; all matters not expressly reserved to the general meeting by law or by the present articles of association are within the competence of the Board of Directors.

In case of one single director, the latter is vested with all the powers of the Board of Directors.

The Board may issue in particular float convertible or non-convertible bonded loans, by way of issue of bearer or registered bonds, with any denomination whatsoever and payable in any currency whatsoever, being understood that any issue of convertible bonds may only be effected within the limits of the authorized capital.

The Board of Directors will determine the nature, price, rate of interest, issue and repayment conditions as well as any other conditions in relation thereto.

A register of the registered bonds will be kept at the registered office of the Company.

The Board of Directors shall choose from among its members a chairman.

The Board of Directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meeting of shareholders and of the Board of Directors, but in his absence, the shareholders or the Board of Directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the Board of Directors must be given to directors twenty-four hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, by facsimile or by electronic mail (without electronic signature), except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each director in writing, by facsimile, by electronic mail (without electronic signature) or any other similar means of communication, a copy being sufficient proof thereof. A special convening notice

will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the Board of Directors.

Any directors may act at any meeting of the Board of Directors by appointing another director as his proxy in writing, by facsimile, by electronic mail (without electronic signature) or by any means of communication, a copy being sufficient proof thereof. A director may represent one or more of his colleagues.

Any director may participate in any meeting of the Board of Directors by conference-call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of all such persons in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. A meeting held through such means of communication is deemed to be held at the registered office of the Company.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at a meeting of the Board of Directors.

Decisions shall be taken only with the approval of a majority of the directors present or represented at such meeting. In case of a tie the Chairman has the casting vote.

The Board of Directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, by electronic mail (without electronic signature) or any other similar means of communication, a copy being sufficient proof thereof. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

The Board of Directors may delegate all or part of its powers concerning the day-to-day management and the representation of the Company in connection therewith to one or more Directors, Manager or other Officers; they need not be shareholders of the Company.

Art. 7. Towards third parties the Company is validly bound in any circumstances by the joint signatures of two Directors or by the individual signature of a delegate of the Board within the limits of its powers. The signature of one Director will be sufficient to represent the Company validly with the public administrations.

Art. 8. The Company undertakes to indemnify any Director against loss, damages, or expenses incurred by him in connection with any action or suit to which he may be made a party in his present or past capacity as Director of the Company, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action to be liable for gross negligence or wilful misconduct.

D. Supervision of the Company

Art. 9. The Company shall be supervised by one or more Auditors, who need not be shareholders; they shall be appointed for a maximum period of six years and they shall be re-eligible; they may be removed at any time.

E. General meetings of shareholders

Art. 10. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company. The Company may have one or several shareholders. The death or the dissolution of the sole shareholder (or any other shareholder) shall not lead to the dissolution of the Company.

The general meeting is convened by the Board of Directors. It shall also be convened upon request in writing of shareholders representing at least ten percent (10%) of the Company's share capital. Shareholders representing at least ten percent (10%) of the Company's share capital may request the adjunction of one or several items to the agenda of any general meeting of shareholders. Such request must be addressed to the Company's registered office by registered mail at least five (5) days before the date of the meeting.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

The quorum and time-limits required by law shall govern the convening notices and the conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Shareholders taking part in a meeting through video-conference or through other means of communication allowing their identification are deemed to be present for the computation of the quorum and votes. The means of communication used must allow all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and must allow an effective participation of all such persons in the meeting.

Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing, by electronic mail (without electronic signature), by facsimile or by any other means of communication, a copy being sufficient proof thereof.

Each shareholder may vote through voting forms sent by post or facsimile to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting, as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour of, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box.

Voting forms which show neither a vote in favour, nor against the proposed resolution, nor an abstention, are void. The Company will only take into account voting forms received prior to the general meeting which they relate to.

Resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed with a simple majority of the votes validly cast, unless the item to be resolved upon relates to an amendment of the articles of association, in which case the resolution will be passed with a majority of the two thirds of the vote validly cast.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Art. 11. The annual general meeting shall be held on 25th June of each year at ten (10.00) a.m. at the registered office or such other place as indicated in the convening notices.

If the said day is a public holiday, the meeting shall be held on the next following working day.

F. Financial year - Profits

Art. 12. The accounting year of the Company shall begin on January first of each year and shall terminate on December thirty-first of the same year.

Art. 13. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company, as stated in article 3 hereof or as increased or reduced from time to time as provided in article 3 hereof.

The general meeting of shareholders will determine, on the proposal of the Board of Directors, how the balance of the yearly net profit will be allocated. Interim dividends may be distributed by the Board of Directors in compliance with the terms and conditions provided for by law.

G. Applicable law

Art. 14. As regards the matters which are not specified in the present articles, the parties refer and submit to the provisions of the Luxembourg law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended.

Transitory dispositions

- 1.- The first financial year begins on the date of incorporation of the company and ends on December 31st, 2013.
- 2.- The first annual general meeting shall be held in 2014.
- 3.- Exceptionally, the first chairman and the first delegate of the board of directors may be nominated by a passing of a resolution of the sole shareholder.

Subscription and Payment

All the shares have been subscribed by the appearing party AUDITAS S.A., above named, and have been fully paid up in cash, so that the amount of thirty-one thousand Euros (31,000.- EUR) is as from now at the free disposal of the Company, proof hereof having been submitted to the undersigned notary.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed in art. 26 of the law on commercial companies of August 10th, 1915 as subsequently amended have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Estimation of costs

The amount of the expenses, for which the company is liable as a result of its formation, is approximately fixed at one thousand three hundred Euro.

Resolutions of the sole shareholder

The above named appearing party, representing the whole of the subscribed capital, considering itself as duly convened, has passed immediately after the incorporation the following resolutions:

1. The number of directors is fixed at three (3) and that of the statutory auditors at one (1).
2. The following persons are appointed as directors:
 - a) Mr. Michal WITTMANN, company's director, born in Sokolov, (former Czechoslovakia), on the 4th of February 1950, professionally residing in L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe;
 - b) Mr. Marc SCHINTGEN, economist, born in Luxembourg, on the 9th of March 1965, professionally residing in L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe;
 - c) Mr. Ingor MEULEMAN, private employee, born in Ninove, (Belgium), on the 4th of June 1971, professionally residing in L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

3. The public limited company "AUDITAS S.A.", established and having its registered office in 1, rue de Holtz, L - 8826 Perlé, inscribed in the Trade and Companies' Registry of Luxembourg, section B, under the number 73699, is appointed as statutory auditor.

4. The registered office is established in L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

5. The mandates of the directors and the statutory auditor will expire at the general annual meeting in the year 2018.

6. Following the faculty offered by point 3) of the transitory dispositions, the sole shareholder appoints Mr. Michal WITTMANN, prenamed, as chairman of the board of directors.

Statement

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the appearing person and in case of divergences between the English and the German version, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, acting as said before, known to the notary, by surname, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

Es folgt die deutsche Fassung des vorangegangenen Textes:

Im Jahre zwei tausend und dreizehn, den vierten Februar.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean SECKLER, mit dem Amtssitz in Junglinster, (Großherzogtum Luxemburg).

IST ERSCHIENEN:

The Aktiengesellschaft "AUDITAS S.A.", mit Sitz in 1, rue de Holtz, L -8826 Perlé,
hier rechtskräftig vertreten durch Herrn Michal WITTMANN, Direktor, berufsansässig in L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe,

Welche Komparentin durch ihren Vertreter, den amtierenden Notar ersucht, die Statuten einer zu gründenden Aktiengesellschaft wie folgt zu beurkunden:

Titel A. - Bezeichnung - Dauer - Zweck - Sitz

Art. 1. Unter der Bezeichnung "DERIWAY S.A.", (hiernach die "Gesellschaft"), besteht eine Aktiengesellschaft welche der gegenwärtigen Satzung sowie den jeweiligen Gesetzesbestimmungen unterliegt.

Der Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg) festgelegt.

Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Die Gesellschaft kann jederzeit aufgelöst werden durch einen Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre, welcher unter den Bedingungen der Satzungsänderungen gefasst wurde.

Art. 2. Gegenstand der Gesellschaft sind alle Handlungen, die in direktem oder indirektem Zusammenhang mit der Beteiligungsnahme in jeglicher Form in irgendwelchen Gesellschaften, mit der Verwaltung, dem Management, der Kontrolle und der Entwicklung dieser Beteiligungen stehen.

Sie kann ihre Gelder verwenden zur Gründung, Verwaltung, Entwicklung und Verwertung eines Portfolios aus jeglichen Sicherheiten und Patenten jeder Herkunft, zur Beteiligung an Gründung, Entwicklung und Kontrolle jeglicher Unternehmen, zum Erwerb durch Einbringung, Zeichnung, Übernahme oder Kaufoption oder anderweitig von jeglichen Sicherheiten und Patenten, deren Veräußerung durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder sonstwie, sowie zur Gewährung von Unterstützung, Darlehen, Vorschüssen oder Garantien an die Unternehmen, an denen sie beteiligt ist.

Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft in Hypothekeneintragungen einwilligen, Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten, unter Vorbehalt der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

Die Gesellschaft kann außerdem alle anderen Operationen kommerzieller, industrieller, finanzieller, mobiliarer und immobilärer Art, welche sich direkt oder indirekt auf den Gesellschaftszweck beziehen oder denselben fördern, ausführen.

Titel B. - Kapital - Aktien

Art. 3. Das Gesellschaftskapital beträgt ein und dreißig tausend Euro (31.000,- EUR), eingeteilt in drei hundert zehn (310) Aktien mit einem Nennwert von jeweils einhundert Euro (100,- EUR).

Art. 4. Die Aktien können, nach Wahl der Aktionäre, durch Aktienzertifikate repräsentiert werden, welche einzelne oder mehrere Aktien umfassen können.

Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Aktionäre haben. Im Falle des Todes oder der Auflösung des Einzelaktionärs (oder jedes anderen Aktionärs) führt dies nicht zu einer Auflösung der Gesellschaft.

Die Gesellschaft kann ihre eigenen Aktien mittels ihrer freien Reserven zurückkaufen unter Berücksichtigung der Bestimmungen von Artikel 49-2 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften.

Das Gesellschaftskapital kann in einer oder mehreren Ausgaben aufgestockt oder vermindert werden, mittels Beschlussfassung der Generalversammlung der Aktionäre in Übereinstimmung mit den Bestimmungen über Satzungsänderungen.

Die Feststellung einer solchen Aufstockung oder Verminderung des Kapitals kann von der Generalversammlung dem Verwaltungsrat übertragen werden.

Die Generalversammlung, welche berufen wird, über die Aufstockung des Kapitals oder über die Ermächtigung, das Kapital aufzustocken, abzustimmen, kann das Zeichnungsprivileg der bestehenden Aktionäre einschränken oder ganz aufheben.

Titel C. - Verwaltung

Art. 5. Die Verwaltung der Gesellschaft untersteht einem Rat von mindestens drei Mitgliedern, welche Aktionäre oder Nichtaktionäre sein können.

Sollte die Gesellschaft jedoch mit nur einem Einzelaktionär gegründet worden sein, oder sollte bei einer Generalversammlung der Aktionäre festgestellt werden, dass alle Aktien der Gesellschaft von einem einzigen Aktionär gehalten werden, so kann lediglich ein (1) Einzelvorstand die Geschäfte der Gesellschaft führen, bis zu der ersten Generalversammlung der Aktionäre nachdem die Gesellschaft festgestellt hat, dass ihre Aktien von mehreren Aktionären gehalten werden.

Die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder, die Dauer ihres Mandats sowie ihre Entschädigung werden durch die Generalversammlung der Aktionäre festgesetzt.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden durch die Generalversammlung der Aktionäre für eine Dauer von höchstens sechs (6) Jahren gewählt und sie verbleiben in ihrer Funktion, bis ihre Nachfolger ernannt worden sind. Die Wiederwahl ist möglich. Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden durch die Generalversammlung der Aktionäre mit einfacher Mehrheit der gültigen Stimmen gewählt. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann jederzeit mit oder ohne Anlass durch die Generalversammlung mit einfacher Mehrheit der gültigen Stimmen abberufen werden.

Sollte ein Verwaltungsratsmitglied eine juristische Person sein, so ernennt dieser Vorstand einen permanenten Vertreter, welcher im Namen der Gesellschaft handelt. Die juristische Person kann ihren Vertreter erst abberufen, wenn gleichzeitig ein Nachfolger für diesen ernannt wird.

Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied im Falle des Todes oder des Rücktritts oder aus einem anderen Grund vor Ablauf seiner Amtszeit aus, so können die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates einen vorläufigen Nachfolger bestellen, bis die nächstfolgende Generalversammlung dann entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen die endgültige Wahl vornimmt.

Art. 6. Der Verwaltungsrat hat die ausgedehntesten Befugnisse um alle Handlungen vorzunehmen, welche für die Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind. Er ist zuständig für alle Angelegenheiten, welche nicht durch das Gesetz oder die gegenwärtige Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind.

Im Falle eines Einzelvorstandes werden diesem alle Vollmachten eines Verwaltungsrates gewährt.

Der Verwaltungsrat ist zu der Emission von übertragbaren oder nicht übertragbaren Wertpapieren in der Form von Anleihen jeglicher Art und Währung berechtigt, unter der Voraussetzung, dass jegliche Emission von übertragbaren Wertpapieren nur im Rahmen des genehmigten Kapitals stattfinden kann.

Der Verwaltungsrat bestimmt hierbei die Art, den Preis, den Zinssatz und die Konditionen der Emission und der Rückzahlung, sowie jegliche anderen diesbezüglichen Konditionen.

Über die auf Namen lautenden Anleihen wird am Gesellschaftssitz ein Register geführt.

Der Verwaltungsrat wählt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden.

Auf Einberufung durch den Vorsitzenden oder zwei Verwaltungsratsmitglieder trifft sich der Verwaltungsrat an dem im Einberufungsschreiben angegebenen Ort.

Der Vorsitzende leitet alle Versammlungen des Verwaltungsrates; in seiner Abwesenheit kann der Verwaltungsrat mit Stimmenmehrheit aus den anwesenden Mitgliedern ein anderes Verwaltungsratsmitglied bestimmen, welches pro tempore den Vorsitz über die Versammlungen übernimmt.

Eine schriftliche Einladung für jede Versammlung des Verwaltungsrats wird mindestens 24 Stunden vor dem für die Versammlung festgesetzten Termin an alle Verwaltungsratsmitglieder im Wege eines Fax oder per elektronischer Post (ohne elektronische Unterschrift) geschickt, außer in dringlichen Fällen, bei welchen der Grund und die Art der Dringlichkeit in dem Einberufungsschreiben genannt werden. Auf eine solche Einberufung kann verzichtet werden im Falle der Zustimmung jedes Verwaltungsratsmitglieds per Brief, per Fernschreiben, per elektronischer Post (ohne elektronische Unterschrift) oder ein anderes Kommunikationsmittel, wobei eine Kopie als ausreichender Beleg gilt. Für Versammlung des Verwaltungsrates, deren Uhrzeit und Versammlungsort in einem bereits gefassten Beschluss des Verwaltungsrates festgehalten wurden, ist keine weitere Einberufung erforderlich.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an einer Versammlung des Verwaltungsrats teilnehmen, indem es per Brief, per Fernschreiben, per elektronischer Post (ohne elektronische Unterschrift) oder ein anderes Kommunikationsmittel eine andere Person zu seinem Vertreter ernennt. Eine Kopie des entsprechenden Schreibens genügt als Beleg. Ein Verwaltungsratsmitglied kann einen oder mehrere Kollegen vertreten.

Mitglieder des Verwaltungsrates können Sitzungen auch durch Verwendung von Fernkommunikationsmitteln abhalten. Nimmt ein Mitglied an einer solchen Sitzung durch ein Fernkommunikationsmittel (einschließlich eines Telefons) teil, so muss sichergestellt sein, dass alle anderen an der Sitzung teilnehmenden Mitglieder (die entweder anwesend sind oder sich ebenfalls eines Ferntelekommunikationsmittels bedienen) dieses Mitglied hören und selbst von diesem Mitglied gehört werden können. In einem solchen Fall gelten Mitglieder, die sich eines Fernkommunikationsmittels bedienen als an dieser Sitzung teilnehmende Mitglieder, die für die Zählung des Quorums maßgeblich sind und wirksam über alle auf einer solchen Sitzung besprochenen Angelegenheiten abstimmen können.

Der Verwaltungsrat ist beschlussfähig, sofern die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse werden mit Zustimmung der Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Stimmen gefasst. Im Falle der Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Der Verwaltungsrat kann Beschlüsse auch auf schriftlichem Wege fassen (Umlaufbeschlüsse). Solche Beschlüsse haben dieselbe Wirksamkeit und Auswirkungen wie Beschlüsse einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Verwaltungsratssitzung, wenn alle Mitglieder des Verwaltungsrates oder der Einzelvorstand sie unterzeichnet haben. Die Unterschriften der Mitglieder in einem Umlaufbeschluss können auf einem Dokument oder auf mehreren Kopien eines gleich lautenden Beschlusses erscheinen und können im Wege eines Briefes, Fax oder ähnlichen Kommunikationsmittels erbracht werden.

Der Verwaltungsrat kann einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern die Gesamtheit oder einen Teil seiner Vollmachten betreffend die tägliche Geschäftsführung, sowie die Vertretung der Gesellschaft übertragen; diese Geschäftsführer können Aktionäre oder Nichtaktionäre sein.

Art. 7. Die Gesellschaft wird durch die Einzelunterschrift des Einzelvorstandes, oder im Falle von mehreren Verwaltungsratsmitgliedern, durch die Kollektivunterschrift zweier Verwaltungsratsmitglieder oder die Einzelunterschrift eines geschäftsführenden Mitglieds im Rahmen der diesem erteilten Befugnisse rechtsgültig verpflichtet. Für die Vertretung der Gesellschaft gegenüber Behörden genügt die Unterschrift eines Verwaltungsratsmitglieds.

Art. 8. Die Gesellschaft verpflichtet sich, jedes Verwaltungsratsmitglied für Verluste, Schadenszahlungen oder andere Kosten zu entschädigen, welche durch deren derzeitigen oder zurückliegenden Funktion als Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft obliegen könnten, außer in dem Falle, dass sich die oben Benannten rechtskräftig einer schweren Pflichtverletzung vorsätzlich oder grob fahrlässig schuldig gemacht haben.

Titel D. - Aufsicht

Art. 9. Die Aufsicht der Gesellschaft obliegt einem oder mehreren Kommissaren, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen, dieselben werden auf sechs Jahre ernannt. Die Wiederwahl ist zulässig. Sie können beliebig abberufen werden.

Titel E. - Generalversammlung

Art. 10. Die ordnungsgemäß versammelte Generalversammlung vertritt alle Aktieninhaber. Sie hat die größtmöglichen Befugnisse, alles im Zusammenhang mit den Geschäften der Gesellschaft zu bestimmen, zu unternehmen oder zu bestätigen. Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Aktionäre haben. Im Falle des Todes oder der Auflösung des Einzelaktionärs (oder jedes anderen Aktionärs) führt dies nicht zu einer Auflösung der Gesellschaft.

Die Generalversammlung wird durch den Verwaltungsrat einberufen. Sie muss auf schriftliche Aufforderung von Aktieninhabern, die mindestens zehn Prozent (10%) des Aktienkapitals der Gesellschaft vertreten, einberufen werden. Die Aktieninhaber, die mindestens zehn Prozent (10%) des Aktienkapitals der Gesellschaft vertreten, können die Hinzufügung eines oder mehrerer Punkte auf die Tagesordnung jeder Generalversammlung verlangen. Eine solche Forderung muss per Einschreiben mindestens fünf (5) Tage vor dem vorgesehenen Datum der Generalversammlung an den Sitz der Gesellschaft adressiert werden.

Wenn alle Aktieninhaber bei einer Generalversammlung anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie die ihnen zur Erörterung zugesandte Tagesordnung kennen, kann die Generalversammlung ohne weitere Bekanntmachungen stattfinden.

Das laut Gesetz erforderliche Quorum und die Einberufungsfristen gelten für die Einberufungsschreiben und die Abhaltung der Generalversammlungen, so weit die vorliegenden Statuten keine näheren Bestimmungen dazu enthalten. Die Aktieninhaber, welche an einer Generalversammlung teilnehmen, können dies unter Verwendung von Fernkommunikationsmitteln, wobei die Identifikation der Aktieninhaber sichergestellt sein muss, tun, so dass sie als anwesend gezählt werden. Es muss sichergestellt sein, dass alle anderen an der Generalversammlung teilnehmenden Personen einander hören und selbst gehört werden können.

Jede Aktie entspricht einer Stimme. Jeder Aktieninhaber kann an einer Generalversammlung teilnehmen, indem er per Brief, per elektronischer Post (ohne elektronische Unterschrift) oder per Fernschreiben oder ein anderes Kommunikationsmittel eine andere Person zu seinem Vertreter ernannt. Eine Kopie des entsprechenden Schreibens genügt als Beleg.

Die Stimmabgabe kann per Brief oder Fernschreiben, adressiert an den Gesellschaftssitz oder die im Einberufungsschreiben genannte Adresse, erfolgen. Die Aktieninhaber können die Stimmen nur in der von der Gesellschaft vorgegebenen Form abgeben, welche mindestens den Ort, das Datum und die Uhrzeit der Generalversammlung, die Tagesordnung und die Stimmabgabe bzw. Enthaltung enthalten.

Stimmabgaben, die keine Stimme für oder gegen eine vorgeschlagene Entscheidung oder eine Enthaltung aufweisen, sind ungültig. Die Gesellschaft kann nur die Stimmabgaben berücksichtigen, die vor der Generalversammlung eingegangen sind, auf die sie sich beziehen. Die Entscheidungen der ordnungsgemäß einberufenen Generalversammlung werden mit einfacher Mehrheit der gültig abgegebenen Stimmen getroffen, außer bei Abstimmungen, welche eine Änderung der Statuten betreffen. In diesem Fall werden Entscheidungen mit einer Zweidrittelmehrheit der gültig abgegebenen Stimmen getroffen.

Der Verwaltungsrat kann alle weiteren Bedingungen bestimmen, unter welchen die Aktieninhaber an den Generalversammlungen teilnehmen können.

Art. 11. Die jährliche Generalversammlung findet am 25. Juni um 10.00 Uhr am Gesellschaftssitz oder an einem anderen, in der Einberufung angegebenen Ort, statt.

Sollte ein solcher Tag ein gesetzlicher Feiertag sein, wird die Generalversammlung am nächstfolgenden Arbeitstag stattfinden.

Titel F. - Geschäftsjahr / Gewinnverwertung

Art. 12. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 13. Fünf Prozent (5%) des Nettogewinns der Gesellschaft werden als gesetzliche Rücklage abgeführt. Diese zwangsweise Abführung endet sobald die gesetzliche Rücklage einen Wert von zehn Prozent (10%) des im Artikel 3 der vorliegenden Statuten vorgesehenen oder entsprechend diesem Artikel 3 erhöhten oder reduzierten Gesellschaftskapitals erreicht hat.

Über den verbleibenden Nettogewinn kann die Generalversammlung der Aktionäre oder der Einzelaktionär, wie vorhanden, entsprechend dem Vorschlag des Verwaltungsrates frei verfügen.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, im Einklang mit den rechtlichen Vorschriften Zwischendividenden auszuzahlen.

Titel G. - Schlussbestimmung. - . Anwendbares Recht

Art. 14. Die Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, finden ihre Anwendung überall wo gegenwärtige Satzung keine Abweichung beinhaltet.

Übergangsbestimmungen

- 1.- Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2013.
- 2.- Die erste Generalversammlung findet im Jahr 2014 statt.
- 3.- Ausnahmsweise kann der erste Vorsitzende und der erste Delegierter des Verwaltungsrates durch einen Beschluss der Alleingesellschafterin ernannt werden.

Zeichnung und Einzahlung der Aktien

Nach Feststellung der Satzung wie vorstehend erwähnt, wurden alle Aktien durch die alleinige Gesellschafterin AUDITASS.A., vorgeannt, gezeichnet und voll in bar eingezahlt, so dass der Betrag von ein und dreißig tausend Euro (31.000,- EUR) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, was dem amtierenden Notar durch eine Bankbescheinigung ausdrücklich nachgewiesen wurde.

Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Schätzung der Gründungskosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, welche der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehen, beläuft sich auf ungefähr ein tausend drei hundert Euro.

Beschlüsse des Alleinigen Aktionärs

Der vorgeannte alleinige Aktionär, vertreten wie vorerwähnt, welcher das gesamte Gesellschaftskapital darstellt, hat sofort folgende Beschlüsse gefasst:

- 1.- Die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf drei (3) und diejenige der Kommissare auf einen (1) festgelegt.
2. Folgenden Personen werden als Mitglieder des Verwaltungsrates ernannt:
 - a) Herr Michal WITTMANN, Direktor geboren in Sokolov, (früher Czechoslovakia), am 4. Februar 1950, berufsansässig in L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe;
 - b) Herr Marc SCHINTGEN Direktor geboren in Luxembourg, am 09. März 1965 berufsansässig in L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe;
 - c) Herr Ingor MEULEMAN, Direktor geboren in Ninove, (Belgien), am 04. Juni 1971 berufsansässig in L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

3.- Die Aktiengesellschaft "AUDITAS S.A.", mit Sitz in 1, rue de Holtz, L - 8826 Perlé, eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, Sektion B, unter der Nummer 73699, wird zum Kommissar ernannt.

4.- Die Mandate des Verwaltungsratsmitglieder und Kommissars enden beim Abschluss der ordentlichen Hauptversammlung des Jahres 2018.

5.- Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

6.- Gebrauch machend von der Übergangsbestimmung Nummer 3), ernennt der Alleingesellschafter Herr Michal Wittmann, vorbenannt, zum Vorsitzenden des Verwaltungsrates

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache spricht und versteht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde in englischer Sprache ausgefertigt wird, gefolgt von einer deutschen Fassung; auf Antrag des Kompargenten und im Fall von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung massgebend.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Junglinster, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Kompargenten, namens handelnd wie hiervor erwähnt, dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit Uns dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: Michal WITTMANN, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 12. Februar 2013. Relation GRE/2013/656. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): Claire PIERRET.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Junglinster, den 21. Februar 2013.

Référence de publication: 2013026460/439.

(130032031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2013.

Soloma Fin SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1473 Luxembourg, 2A, rue Jean-Baptiste Esch.

R.C.S. Luxembourg B 123.829.

L'an deux mille douze, le dix-sept décembre.

Pardevant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une Assemblée Générale Extraordinaire de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de "SOLOMA FIN SA" R.C.S. LUXEMBOURG Numéro B 123829 ayant son siège social à Luxembourg au 2A, rue Jean-Baptiste Esch, constituée par acte du notaire instrumentaire, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 28 décembre 2006 publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 480 du 29 mars 2007.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Rachel UHL, juriste, demeurant à Luxembourg.

Madame la Présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Marc KOEUNE, économiste, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L - 1449 Luxembourg.

Madame la Présidente expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que les deux mille (2.000) actions ayant une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de deux cent mille euros (EUR 200.000,-) sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduits, tous les actionnaires représentés ayant accepté de se réunir sans convocations préalables.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est conçu comme suit:

1. Rapport de gestion et rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels au 31 décembre 2011 et Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011,

2. Affectation du résultat pour la période s'achevant au 31 décembre 2011,

3. Suppression de la valeur nominale des actions.

4. Réduction du capital social à concurrence d'un montant total de quatre-vingt-un mille euros (EUR 81.000,-) pour le porter de son montant actuel de deux cent mille euros (EUR 200.000,-) représenté par deux mille (2.000) actions sans valeur nominale, à cent dix-neuf mille euros (EUR 119.000,-) par compensation des pertes existantes au 31 décembre 2011 d'un montant de soixante et onze mille six cent quatre euros et soixante-dix-huit cents (EUR 71.604,78) dans les conditions de l'article 69 (4) de la loi sur les sociétés et constituer, avec le solde restant de la réduction, soit la somme de neuf mille trois cent quatre-vingt-quinze euros et vingt-deux cents (EUR 9.395,22), un compte de réserve spécial, dont

il ne pourra être disposé que pour compenser des pertes subies et constatées suite à un état comptable arrêté au 17 décembre 2012, dans les conditions de l'article 69 (2) de la loi sur les sociétés.

5. Approbation du bilan de clôture de la société luxembourgeoise;
6. Transfert du siège social de Luxembourg vers l'Italie, et adoption de la forme juridique d'une société à responsabilité limitée (S.R.L.) selon le droit italien.
7. Fixation du siège social à Via Cesare Cantù, 1, Milan, Italie
8. Modification de la dénomination sociale en "SOLOMA S.R.L.".
9. Démission de quatre administrateurs en place et décharge à leur donner pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.
10. Démission du commissaire aux comptes en place, décharge à lui donner pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.
11. Refonte complète des statuts pour les adapter au droit italien.
12. Nomination d'un administrateur unique;
13. Mandat à donner aux fins d'opérer toutes formalités nécessaires à la radiation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
14. Effet juridique relative aux résolutions prises.
15. Mandat à donner à Raffaella RIPA aux fins de procéder à toutes formalités nécessaires à l'inscription de la société au Registre du Commerce italien.
16. Divers.

L'Assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration et du commissaire aux comptes, approuve à l'unanimité les comptes annuels arrêtés à la date du 31 décembre 2011, tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Deuxième résolution

L'actionnaire unique constate le résultat de l'exercice au 31 décembre 2011. En conséquence, l'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide à l'unanimité de reporter le résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2011, se chiffrant de la manière suivante:

Résultats reportés	(60.314,35) Euros
Résultat de l'exercice	(11.290,43) Euros
Résultat à reporter	(71.604,78) Euros

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de supprimer la valeur nominale des actions

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale décide de réduire le capital social de la société à concurrence d'un montant total de quatre-vingt-un mille euros (EUR 81.000,-), pour le ramener de son montant actuel de deux cent mille euros (EUR 200.000,-) à cent dix-neuf mille euros (EUR 119.000,-),

sans annulation d'actions mais par la seule réduction du pair comptable des 2.000 actions existantes à due concurrence, en vue de compenser des pertes cumulées au 31 décembre 2011 à concurrence de soixante et onze mille six cent quatre euros et soixante-dix-huit cents (EUR 71.604,78) dans les conditions de l'article 69 (4) de la loi sur les sociétés,

et constituer, avec le solde restant de la réduction, soit la somme de neuf mille trois cent quatre-vingt-quinze euros et vingt-deux cents (EUR 9.395,22), un compte de réserve spécial, dont il ne pourra être disposé que pour compenser des pertes subies et constatées suite à un état comptable arrêté au 17 décembre 2012, dans les conditions de l'article 69 (2) de la loi sur les sociétés,

La prévue de l'existence des pertes réalisées au 31 décembre 2011, a été donnée au notaire instrumentaire par la remise d'un bilan au 31 décembre 2011 dûment approuvé par cette assemblée générale et la preuve de l'existence des pertes subies et constatées au 17 décembre 2012, de neuf mille trois cent quatre-vingt-quinze euros et vingt-deux cents (EUR 9.395,22), à été donnée au notaire instrumentaire par la remise d'une situation intermédiaire au 17 décembre 2012 lesquels états financiers demeureront annexés à la présente.

Cinquième résolution

L'assemblée générale approuve le bilan de clôture au 17 décembre 2012 de la société au Luxembourg, lequel bilan après avoir été signé ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexé au présent acte pour être enregistré en même temps

Sixième résolution

L'Assemblée décide de transférer le siège social de la société en Italie, sans dissolution préalable de la Société, laquelle continuera l'activité avec tous les actifs et passifs existants de la Société, et continuera son existence sous la forme juridique d'une société à responsabilité limitée (S.R.L.) selon le droit Italien.

Septième résolution

L'Assemblée décide d'établir le siège social de la société en Italie à Via Cesare Cantù, 1, Milan, Italie.

La Société ne maintiendra pas de succursale ou d'autre entité juridique au Luxembourg.

Huitième résolution

L'Assemblée décide de changer la dénomination sociale en "SOLOMA S.r.l.".

Neuvième résolution

Il est pris acte de la démission de quatre administrateurs en place:

- Monsieur Giorgio ANTONINI, administrateur de sociétés, domicilié professionnellement au 34, Via Carona, CH-6900 Paradiso,

- Monsieur Michael ZIANVENI, juriste, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L- 1449 Luxembourg,

- Monsieur Sébastien GRAVIÈRE, juriste, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L- 1449 Luxembourg,

- Madame Marie-Anne BACK, employée privée, domiciliée professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg,

Par vote spécial, il leur est donné décharge pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

Dixième résolution

Il est pris acte de la démission du commissaire aux comptes en place:

la société CeDerLux-Services S.à r.l., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

Par vote spécial, il lui est donné décharge pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

Onzième résolution

Les statuts, complètement refondus afin d'être adaptés à la législation italienne, auront désormais le teneur suivante:

"STATUTO

Denominazione - Sede - Oggetto - Durata

1) E' costituita una società a responsabilità limitata denominata:

"SOLOMA S.R.L."

2) La società ha sede in Milano.

Il trasferimento di sede nell'ambito dello stesso Comune è deciso dai soci e la pubblicità è disciplinata dall'art. 111 ter delle disposizioni di attuazione del Codice Civile.

3) La società ha per oggetto l'assunzione di partecipazioni in altre società o imprese, il coordinamento delle stesse e le attività strumentali connesse, il tutto unicamente nei confronti di società controllate, collegate o comunque appartenenti allo stesso gruppo e non nei confronti del pubblico.

La società potrà altresì compiere tutte le operazioni finanziarie, industriali, commerciali, mobiliari ed immobiliari ritenute necessarie od utili per il conseguimento dell'oggetto sociale, nonchè assumere partecipazioni ed interessenze in società od imprese aventi oggetto analogo,

affine o connesso al proprio, rilasciare garanzie anche reali, fidejussioni ed avalli anche a favore di terzi, il tutto in via non prevalente e con esclusione di attività che comportino raccolta del risparmio presso il pubblico.

4) La durata della società è fissata al 31 dicembre 2050.

Capitale - Conferimenti - Partecipazioni - Diritti sociali

5) Il capitale della società è di Euro 119.000,00 (centodiciannovemila virgola zero).

6) Possono essere conferiti tutti gli elementi dell'attivo suscettibili di valutazione economica.

7) Le partecipazioni dei soci sono determinate in misura proporzionale ai rispettivi conferimenti.

8) I diritti sociali spettano ai soci in misura proporzionale alla loro partecipazione.

Trasferimento delle partecipazioni

9) Le partecipazioni sono divisibili e trasferibili sia per atto tra vivi che a causa di morte con le limitazioni di cui agli articoli seguenti.

Prelazione per trasferimento tra vivi

9 bis) In caso di trasferimento per atto tra vivi delle partecipazioni ai soci spetta il diritto di prelazione per l'acquisto.

(i) Il socio che intende trasferire la propria partecipazione dovrà darne comunicazione a tutti gli altri soci mediante lettera raccomandata A.R. con indicazione del prezzo e delle condizioni della cessione.

(ii) Il diritto di prelazione, esistendo accordo sul prezzo, dovrà essere esercitato nel termine perentorio di 30 giorni dal ricevimento della comunicazione di cui al punto precedente.

(iii) In caso di mancato accordo sul prezzo o qualora dovesse mancare l'indicazione e ciò anche nei casi in cui la natura del negozio non preveda un corrispettivo ovvero questo sia diverso dal denaro, ciascun socio può, nei termini predetti, rispettivamente contestarne o chiederne la determinazione. Qualora non fosse raggiunto alcun accordo il corrispettivo sarà determinato, sulla base del valore di mercato, da un unico arbitratore nominato dal presidente dell'ordine dei dottori commercialisti del luogo ove ha sede la società.

Il costo della perizia sarà compensato tra le parti qualora si addivenga alla cessione, ovvero sarà a carico del soggetto che si sia rifiutato di concludere la cessione al corrispettivo indicato dal perito.

Il diritto di prelazione dovrà essere esercitato per la totalità della partecipazione. Nell'ipotesi di esercizio del diritto di prelazione da parte di più di un socio, la partecipazione spetterà ai soci interessati in proporzione alla partecipazione al capitale posseduta.

(iv) Ove la prelazione non venga esercitata il socio potrà cedere la partecipazione a terzi entro il termine di 30 giorni dalla data di perfezionamento della procedura di cui sopra; decorso inutilmente detto termine per la cessione a terzi la procedura dovrà essere ripetuta dall'inizio.

Il procedimento sopra esposto non sarà necessario nel caso in cui tutti gli aventi diritto alla prelazione abbiano manifestato in forma scritta il proprio consenso alla cessione.

In caso di trasferimento della nuda proprietà e di trasferimento o costituzione di diritti reali di godimento o garanzia sulla partecipazione, il diritto di voto rimarrà in capo al cedente salvo consenso degli altri soci. Al fine di evitare dubbi interpretativi si precisa che:

- nella dizione "trasferimento tra vivi" sono compresi tutti i negozi di alienazione nella più ampia accezione del termine e quindi, a titolo esemplificativo, i contratti di vendita, permuta, dazione in pagamento, conferimento in società e donazione nonché gli atti o i contratti di trasferimento della nuda proprietà e di trasferimento o costituzione di diritti reali di godimento aventi ad oggetto la partecipazione.

- nell'ipotesi di trasferimento senza l'osservanza di quanto prescritto, l'acquirente non sarà legittimato all'esercizio del voto e degli altri diritti amministrativi.

Le limitazioni al trasferimento della partecipazione previste da questo articolo non sono applicabili:

- quando il cessionario è società controllante del soggetto cedente o società controllata da quest'ultimo, ovvero controllata dalla medesima controllante ex art. 2359 C.C.;

- quando il trasferimento avvenga a nome di società fiduciaria per conto del medesimo socio e/o nel caso di ritrasferimento da parte della fiduciaria stessa a favore del socio originario;

- quando il trasferimento avvenga a favore di altro socio o del coniuge o di ascendenti o discendenti in linea retta del socio cedente.

Prelazione per trasferimento mortis causa

9 ter) Qualora la partecipazione sia devoluta per successione a favore di soggetti che non siano già soci o che non siano il coniuge o ascendenti o discendenti in linea retta del socio defunto, la partecipazione dovrà essere offerta per l'acquisto a tutti i soci superstiti entro 60 giorni dalla data del decesso. Nel caso di mancata accettazione dell'offerta entro i successivi 30 giorni l'erede o il legatario acquista la qualità di socio.

Si fa espresso riferimento al precedente articolo per quanto riguarda le procedure ed i termini.

Diritto di recesso

10) Il diritto di recesso spetta nei soli casi previsti dalla legge.

Il socio che intenda recedere dovrà darne comunicazione a mezzo raccomandata A.R. agli amministratori.

La raccomandata dovrà essere ricevuta da tutti i soggetti sopra indicati entro 30 giorni dal giorno in cui:

- è stata iscritta nel registro delle imprese la decisione dei soci che legittima il recesso;
- il socio recedente ha ricevuto la comunicazione che si è verificato un fatto che legittima il suo diritto di recesso;
- il socio recedente è comunque venuto a conoscenza del fatto che legittima il suo recesso.

Il diritto di recesso avrà effetto nei confronti della società dal momento della liquidazione della partecipazione e comunque non oltre il termine di 180 giorni dalla data di avvenuta comunicazione del recesso.

Per quanto non previsto si applica l'art. 2473 C.C.

Decisioni dei soci ed assemblea

11) Oltre alle materie previste dall'art. 2479 c.c., sono riservate alla competenza dei soci le seguenti decisioni:

- la nomina e la revoca degli amministratori;
- l'assunzione di partecipazioni da cui possa derivare responsabilità illimitata per le obbligazioni della società partecipata;

- le decisioni relative al cambio di indirizzo della sede anche quando interno allo stesso Comune.

11 bis) L'assemblea può svolgersi anche con intervenuti dislocati in più luoghi collegati con mezzi di telecomunicazione a condizione che siano rispettati il metodo collegiale ed i principi di buona fede e di parità di trattamento dei partecipanti ed in particolare che:

(a) sia consentito al Presidente dell'assemblea di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare i risultati della votazione;

(b) sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari;

(c) sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione e alla votazione simultanea;

(d) sia consentito agli intervenuti lo scambio di documenti relativi agli argomenti all'ordine del giorno.

La riunione si considera tenuta nel luogo in cui si trova il Presidente ed il segretario.

11 ter) Tutte le decisioni che per legge o per statuto non debbano adottarsi con deliberazione assembleare possono essere assunte sulla base di consultazione scritta che dovrà avvenire mediante documenti di identico contenuto da cui risulti chiaramente l'argomento oggetto della decisione. Ciascun socio dovrà restituire il documento, datato e firmato, entro il termine previsto nel documento stesso, indicando se approva o meno la proposta o se preferisce astenersi.

L'invio dei documenti di consultazione può avvenire anche a mezzo fax o per posta elettronica.

La decisione si reputa validamente adottata qualora entro il termine previsto nel documento pervengano alla società le dichiarazioni di tanti soci che rappresentino almeno la metà del capitale sociale e le dichiarazioni di approvazione di tanti soci che rappresentino almeno la maggioranza del capitale votante.

Convocazione dell'assemblea

12) L'assemblea è convocata presso la sede sociale o in altro luogo purché in Italia, mediante lettera raccomandata inviata almeno otto giorni prima della data dell'adunanza, oppure con comunicazione inviata anche a mezzo di fax o di posta elettronica purché, in quest'ultimo caso, tutti i destinatari forniscano per iscritto, anche con lo stesso mezzo, conferma di aver ricevuto tempestivamente l'avviso.

La convocazione deve essere firmata da un amministratore. In caso di inattività o assenza dell'Organo Amministrativo, la comunicazione potrà essere effettuata da tanti soci che rappresentino almeno un terzo del capitale sociale.

Assemblea totalitaria

13) In mancanza di convocazione l'assemblea è regolarmente costituita quando partecipa, anche per delega, l'intero capitale sociale e i componenti degli organi amministrativi e di controllo sono presenti all'assemblea ovvero, per dichiarazione del presidente dell'assemblea, hanno comunicato per iscritto alla società di essere informati della riunione e degli argomenti da trattare, senza aver manifestato opposizione alla trattazione.

Diritto di intervento all'assemblea

14) I soci possono intervenire all'assemblea personalmente o a mezzo di un delegato.

Presidenza

15) L'assemblea è presieduta dall'Amministratore Unico o dal Presidente del Consiglio oppure dalla persona designata dagli intervenuti.

Verbale dell'assemblea

16) Le deliberazioni dell'assemblea devono constare da verbale sottoscritto dal presidente e dal segretario.

Se la deliberazione concerne la modifica dell'atto costitutivo o dello statuto il verbale deve essere redatto da notaio.

Quorum

17) Le deliberazioni aventi ad oggetto le modificazioni dell'atto costitutivo o dello statuto, la trasformazione, la fusione e la scissione, la decisione di compiere operazioni che comportino una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale o una rilevante modificazione dei diritti dei soci, lo scioglimento anticipato della società, nonché la nomina e la revoca dei liquidatori, devono essere adottate in forma assembleare con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino la maggioranza del capitale sociale.

Tutte le altre deliberazioni assembleari sono adottate con la presenza di tanti soci che rappresentino almeno la metà del capitale sociale ed il voto favorevole di tanti soci che rappresentino la maggioranza assoluta del capitale intervenuto.

Le partecipazioni per la quali non può essere esercitato il diritto di voto sono computate ai fini della regolare costituzione dell'assemblea ma non per il calcolo del quorum deliberativo.

Aumento del capitale

18) L'aumento di capitale potrà essere attuato anche mediante offerta a terzi di tutto o parte dell'importo in aumento con esclusione del diritto di opzione, nei limiti di legge. In questo caso ai soci che non hanno espresso voto favorevole spetta il diritto di recesso.

Riduzione del capitale per perdite

19) La relazione degli amministratori e le osservazioni dell'organo di vigilanza, non è necessario che siano depositate presso la sede sociale anteriormente all'assemblea ma devono essere illustrate nella stessa.

Amministrazione

20) L'amministrazione della società è affidata ad un Amministratore Unico o ad un Consiglio composto da due a cinque amministratori anche non soci.

Gli amministratori durano in carica a tempo indeterminato o per il minor periodo stabilito all'atto della loro nomina e sono rieleggibili.

Consiglio di amministrazione

21) Il consiglio nomina fra i suoi membri il presidente, quando a ciò non abbiano provveduto i soci.

Il consiglio si raduna anche in luogo diverso dalla sede sociale purché in Italia, tutte le volte che il presidente lo giudichi necessario o quando ne sia fatta richiesta dalla maggioranza dei suoi membri.

La convocazione deve essere comunicata con lettera spedita almeno otto giorni prima a ciascun membro del consiglio e dell'organo di controllo, se nominati, o, in caso di urgenza, con telegramma, fax o messaggio di posta elettronica spediti almeno 24 ore prima.

Sono validamente costituite le riunioni anche se non convocate quando sono presenti tutti gli amministratori e tutti i componenti effettivi dell'Organo di Controllo, se nominato.

22) Il consiglio è validamente costituito con la presenza della maggioranza dei suoi membri e delibera con il voto favorevole della maggioranza assoluta dei presenti.

23) Le riunioni del consiglio di amministrazione sono presiedute dal presidente o, in mancanza, dall'amministratore designato dagli intervenuti e le deliberazioni devono constare da verbale sottoscritto dal presidente e dal segretario.

23 bis) Le decisioni del consiglio di amministrazione potranno essere assunte anche con intervenuti dislocati in più luoghi collegati con mezzi di telecomunicazione a condizione che siano rispettati il metodo collegiale ed i principi di buona fede e di parità di trattamento per i quali si fa riferimento a quanto previsto dal presente statuto in tema di assemblea.

Il Consiglio si considera tenuto nel luogo in cui si trova il Presidente e dove pure deve trovarsi il segretario per consentire la stesura e sottoscrizione del verbale sul relativo libro.

Sostituzione degli amministratori

24) Se vengono a mancare uno o più amministratori quelli rimasti in carica dovranno rimettere senza indugio ai soci la nomina dei nuovi amministratori.

Gli amministratori così nominati scadranno insieme a quelli in carica all'atto della loro nomina.

25) In caso di cessazione dalla carica, per qualsiasi motivo, della maggioranza degli amministratori, si intenderanno decaduti dalla carica tutti gli amministratori con effetto immediato. Si applica quanto previsto dal primo comma del precedente articolo.

In caso di consiglio d'amministrazione composto da due membri si avrà decadenza dell'intero consiglio sia in caso di cessazione dalla carica di un amministratore sia in caso di disaccordo sulla revoca dell'amministratore delegato.

Poteri di gestione

26) All'amministratore unico o al consiglio di amministrazione competono tutti i poteri per la gestione ordinaria e straordinaria della società. Il consiglio di amministrazione, nei limiti previsti dalla legge, può delegare le proprie attribuzioni ad uno o più amministratori, determinando i limiti della delega.

Rappresentanza della società

27) La rappresentanza della società spetta all'amministratore unico o al presidente del consiglio e, nei limiti della delega, agli amministratori delegati.

Possono essere nominati institori o procuratori per singoli, determinati atti o categorie di atti.

Compensi

28) Agli amministratori spetta il rimborso delle spese sostenute per le ragioni dell'ufficio e, con decisione dei soci, agli stessi può essere riconosciuto un compenso anche in relazione ai particolari poteri attribuiti. Può altresì essere accantonata a favore degli amministratori, nelle forme reputate idonee, un'indennità per la risoluzione del rapporto.

Controllo di gestione e revisione legale dei conti

29) Quando obbligatorio per legge o deciso dall'Assemblea, viene nominato un Organo di Controllo e/o un Revisore o Società di Revisione. L'Assemblea, nei limiti consentiti dalla legge, determina la composizione dell'Organo di Controllo nominando un sindaco unico o un collegio di tre membri effettivi e due supplenti.

Salvo diversa disposizione normativa le funzioni di controllo di gestione e revisione legale dei conti possono essere attribuite dall'Assemblea cumulativamente o separatamente all'Organo di Controllo e/o al Revisore o Società di Revisione.

Per la determinazione delle competenze e poteri in caso di istituzione facoltativa si fa rinvio alle disposizioni di legge previste in tema di collegio sindacale delle società per azioni.

Bilancio e utili

30) Gli esercizi sociali si chiudono il 31 dicembre di ogni anno.

L'organo amministrativo procede alla formazione del bilancio ed alla sua presentazione ai soci entro 120 giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale, salvo che per legge sia possibile prorogare detto termine di ulteriori 60 giorni.

31) Gli utili netti risultanti dal bilancio approvato, dedotto il cinque per cento per la riserva legale fino al raggiungimento del limite di legge, verranno distribuiti o accantonati secondo quanto stabilito dai soci.

Versamenti e finanziamenti soci

32) La società può acquisire dai soci versamenti in conto capitale o a fondo perduto senza obbligo di rimborso ovvero stipulare con i soci finanziamenti con obbligo di rimborso, salvo quanto disposto dall'art. 2467 C.C., anche senza corresponsione di interessi ed anche non in diretta proporzione alle rispettive partecipazioni al capitale sociale.

La società può inoltre acquisire fondi dai soci anche ad altro titolo, sempre con obbligo di rimborso, nel rispetto delle norme vigenti in materia di raccolta del risparmio presso i soci.

Scioglimento e liquidazione

33) In caso di scioglimento della società la liquidazione è affidata ad un liquidatore nominato dall'assemblea dei soci con le maggioranze previste per le modificazioni dell'atto costitutivo.

34) Salva diversa delibera dell'assemblea, al liquidatore compete il potere di compiere tutti gli atti utili ai fini della liquidazione, con facoltà, a titolo esemplificativo, di cedere anche in blocco l'azienda sociale, stipulare transazioni, effettuare denunce, nominare procuratori speciali per singoli atti o categorie di atti.

Libro soci e comunicazioni

35) In deroga alle modificazioni introdotte con la Legge 2/2009, viene stabilito l'obbligo per l'organo amministrativo di tenuta del Libro soci secondo le modalità precedentemente vigenti.

La cessione delle partecipazioni nei confronti della società ha effetto dall'iscrizione nel Libro soci e l'esercizio dei diritti sociali è subordinato a tale iscrizione.

In caso di cessione delle partecipazioni senza rispetto delle norme sul diritto di prelazione, l'organo amministrativo dovrà rifiutare l'iscrizione nel libro soci.

Tutte le comunicazioni ai soci, ove non diversamente stabilito, dovranno essere effettuate in forma scritta e recapitate a mano contro ricevuta o per posta mediante raccomandata A.R., o per fax o posta elettronica, agli indirizzi risultanti dal libro soci.

Le variazioni degli indirizzi dovranno essere comunicate per iscritto dai soci all'organo amministrativo che provvederà ad annotarle nel libro soci. Le comunicazioni agli amministratori, all'Organo di Controllo e/o Revisione, al liquidatore ed alla società devono essere effettuate, con le medesime forme sopra indicate, agli indirizzi risultanti dal registro delle imprese.

Il destinatario delle comunicazioni effettuate con le sopra descritte modalità si intende informato dal momento del recapito presso l'indirizzo indicato e non potrà opporre la mancata conoscenza della comunicazione stessa.

Clausola compromissoria

36) Tutte le controversie nelle quali la legge non preveda l'intervento obbligatorio del pubblico ministero, che dovessero insorgere fra i soci ovvero tra i soci e la società, gli amministratori, il liquidatore, i componenti l'Organo di Controllo e/o Revisione, saranno devolute al giudizio di un unico arbitro, nominato dal presidente dell'ordine dei dottori commercialisti del luogo ove ha sede la società entro il termine di 30 giorni dalla domanda proposta su istanza della parte più diligente.

Nel caso di mancata nomina nei termini, la domanda potrà essere proposta al presidente del tribunale nel cui circondario ha sede la società. L'arbitro deciderà ex bono et aequo, entro il termine stabilito all'atto della sua nomina in funzione della complessità della controversia.

All'arbitro sono altresì devolute le controversie attinenti la validità delle delibere assembleari; in tal caso giudicherà secondo diritto e potrà disporre, anche con ordinanza non reclamabile, la sospensione dell'efficacia della delibera stessa.

Le modifiche della clausola compromissoria devono essere approvate dai soci che rappresentino almeno i due terzi del capitale sociale.

Disposizioni finali

37) Per quanto non previsto si fa riferimento alle norme di legge vigenti e, in mancanza di apposita disciplina, alle norme dettate in tema di società per azioni per quanto compatibili."

Douzième résolution

En remplacement des administrateurs démissionnaires la personne suivante est nommée en qualité d'administrateur unique de la Société:

- Monsieur Raffaelle RIPA, citoyen italien, né le 2 avril 1969 à Pise, Italie et résident à Corso Vinzaglio 35, Turin, Italie, ayant le code fiscal italien numéro RPIRFL69D02G702R,

lequel mandat aura une durée indéterminée.

Treizième résolution

Mandat est donné à FIDUCENTER S.A., aux fins:

- D'opérer toutes formalités nécessaires à la radiation de la société au Registre du Commerce de Luxembourg dès réception de la preuve de l'inscription de la société au Registre du Commerce italien;
- De procéder la clôture du/des compte(s) bancaire(s) de la société.
- De procéder au transfert des soldes desdits comptes bancaires sur un compte à ouvrir au nom de la société désormais de nationalité italienne.

Quatorzième résolution

Effet juridique:

Les résolutions prises aux points 1 à 13 prendront effet à la date d'inscription de la société au Registre de Commerce en Italie.

Quinzième résolution

L'assemblée confère tous pouvoirs à Monsieur Raffaella RIPA préqualifiée aux fins d'opérer toutes formalités nécessaires à l'inscription de la société au Registre du Commerce italien, avec faculté d'apporter toutes les modifications et signer individuellement tout document nécessaire et utile pour procéder à cette inscription.

Confirmation

Le notaire instrumentaire certifie sur la base de l'état patrimonial susvisé que le capital social d'un montant de cent dix-neuf mille euros (EUR 119.000,-) était intégralement souscrit et entièrement libéré lors du transfert de la société vers l'Italie.

La totalité du capital social représenté par deux mille (2.000) actions sans valeur nominale qui ne sont grevées d'aucune charge, sûreté, gage ou tout autre droit réel, est détenu par Monsieur Massimiliano CAGLIERO, citoyen italien, né le 24 mai 1969, à Turin, Italie, et résident en Italie, Piazza Giovine Italia, 3, 20123 Milan ayant le code fiscal italien numéro CFLMSM69E24L219D

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'assemblée s'est terminée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: R. UHL, M. KOEUNE, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 19 décembre 2012. Relation: LAC/2012/60832. Reçu soixante quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2013026791/387.

(130032060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2013.

Cameron Lux II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 90.440.

In the year two thousand and twelve, on the fourteenth day of December.

Before Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch Sur Alzette, Luxembourg.

THERE APPEARED:

CAMERON LUX I S.À R.L., a 'société à responsabilité limitée', incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 151003, represented by Me Cécile JAGER, attorney at law, residing in Howald (Grand Duchy of Luxembourg), by virtue of a proxy given under private seal on December 14, 2012.

Which proxy shall be signed "ne varietur" by the person representing the above named person and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The prenamed entity CAMERON LUX I S.A R.L. is the sole part holder in CAMERON LUX II S.À R.L., incorporated on December 17 2002 as Cooper Cameron Holding (Luxembourg) S.à. r.l., with registered office at 26 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 90440, published in the Mémorial C number 116, on February 5, 2003 (the "Company"), by deed of Maître Paul BETTINGEN, notary residing in Niederanven.

The appearing party representing the whole corporate capital requires the notary to enact the following resolutions:

First resolution

The sole partner resolves to increase the share capital of the Company by an amount of THIRTY MILLION TWO HUNDRED SEVEN THOUSAND TWO HUNDRED EUROS (EUR 30,207,200.-) to bring it from its present amount of ONE HUNDRED THOUSAND EUROS (EUR 100,000.-) to the amount of THIRTY MILLION THREE HUNDRED SEVEN THOUSAND TWO HUNDRED EUROS (EUR 30,307,200.-) by the creation and the issue of SIX HUNDRED FOUR THOUSAND ONE HUNDRED FORTY FOUR (604,144) new parts having a par value of FIFTY EUROS (EUR 50.-) each (the "New Parts"), having the same rights and obligations as the existing parts.

Subscription

CAMERON LUX I S.A R.L., prenamed, represented as stated hereabove has declared to subscribe for the SIX HUNDRED FOUR THOUSAND ONE HUNDRED FORTY FOUR (604,144) New Parts, and to pay them a total price of THIRTY MILLION TWO HUNDRED SEVEN THOUSAND TWO HUNDRED EUROS (EUR 30,207,200.-) by a contribution in kind consisting of (i) NINETY THOUSAND TWO HUNDRED SEVENTY (90,270) Class B parts, each having a nominal value of FIFTY EUROS (EUR 50.-) in the capital of CAMERON LUX V S.À R.L. a 'société à responsabilité limitée', incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 155.711 and (ii) certain claims held by CAMERON LUX I S.A R.L. against CAMERON LUX V S.À R.L.

The above contribution in kind has been dealt with in a contribution certificate of the sole part holder and in a valuation statement issued by the management of the Company, which certify that the total value of the contribution in kind is equal to the value of the New Parts issued in consideration for the Contributed Parts.

Second resolution

The sole partner resolves to amend the first paragraph of article 7 of the by-laws of the Company in order to reflect such increase of capital, which now reads as follows:

Art. 7. First paragraph. "The capital of the company is fixed at THIRTY MILLION THREE HUNDRED SEVEN THOUSAND TWO HUNDRED Euros (EUR 30,307,200.-) divided into:

- SIX HUNDRED FIVE THOUSAND THREE HUNDRED FORTY FOUR (605,344) ordinary parts having a par value of FIFTY Euros (EUR 50.-) each, and
 - EIGHT HUNDRED (800) Class B parts having a par value of FIFTY Euros (EUR 50.-) each,
- all entirely subscribed for and fully paid up."

Valuation - Costs

The costs, expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the Company and charged to it by reason of the present deed are estimated at seven thousand euro (EUR 7,000.-).

Nothing else being on the agenda, the meeting is adjourned.

The appearing person, acting in her hereabove capacities, and in the common interest of all the parties, does hereby grant power to any employees of the law firm of the undersigned notary, acting individually, in order to enact and sign any deed rectifying the present deed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing person the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing person, in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Howald, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary, by surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le quatorze décembre.

Par-devant Maître Francis KESSELER notaire de résidence à Esch sur Alzette, soussigné.

A COMPARU:

CAMERON LUX I S.A R.L., une société à responsabilité limitée ayant son siège 26 Boulevard Royal, L-2449, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès registre de commerce et des sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 151003 (la «Société») représenté par Me Cécile JAGER, maître en droit, ayant sa résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée en Luxembourg le 14 décembre 2012.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la personne représentant la partie comparante susnommée et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci.

La société prénommée, CAMERON LUX I S.A R.L., est l'associé unique de CAMERON LUX II S.A R.L., constituée suivant acte reçu par acte du Maître Paul BETTINGEN, en date du 17 décembre 2002, ayant son siège au 26 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès registre de commerce et des sociétés

de et à Luxembourg sous le numéro B 90.440, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 116 du 5 février 2003 (la «Société») par acte du Maître Paul BETTINGEN notaire de résidence à Niederanven.

Laquelle personne comparante, ès-qualité qu'elle agit, a requis le notaire instrumentaire de documenter ce qui suit:

Première résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital souscrit de la Société par un montant de TRENTE MILLIONS DEUX CENT SEPT MILLE DEUX CENTS EUROS (EUR 30.207.200,-) pour le porter de son montant actuel de CENT MILLE EUROS (EUR 100.000,-) à un montant DE TRENTE MILLIONS TROIS CENT SEPT MILLE DEUX CENTS EUROS (EUR 30.307.200,-) par l'émission de SIX CENT QUATRE MILLE CENT QUARANTE-QUATRE (604.144) de nouvelles parts sociales ayant une valeur de CINQUANTE EUROS (EUR 50,00) chacune (les «Nouvelles Parts Sociales»), ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

Souscription

CAMERON LUX I S.A R.L., a déclaré souscrire toutes les SIX CENT QUATRE MILLE CENT QUARANTE-QUATRE (604.144) de nouvelles parts sociales et les libérer pour un prix total de TRENTE MILLIONS DEUX CENT SEPT MILLE DEUX CENTS EUROS (EUR 30.207.200,-) par un apport en nature consistant en (i) QUATRE-VINGT-DIX MILLE DEUX CENT SOIXANTE-DIX (90.270) parts sociales de Classe B ayant une valeur nominale de CINQUANTE EUROS (EUR 50,00) détenues dans le capital de CAMERON LUX V S.À R.L., une société à responsabilité limitée, ayant son siège au 26 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B155.711 et (ii) certains droits à recevoir détenus par CAMERON LUX I S.A R.L. à l'encontre de CAMERON LUX II S.À R.L.

Le montant de l'apport en nature susmentionné a été confirmé par un certificat d'apport émis par l'associé unique et par un certificat d'évaluation émis par la gérance de la Société qui certifie que le montant total de cet apport en nature est égal à la valeur des Nouvelles Parts émises en considération pour les Parts Sociales apportées.

Deuxième résolution

L'associé unique décide alors de modifier le premier paragraphe de l'article 7 des statuts de la Société pour refléter l'augmentation de capital, lequel article sera comme suit:

Art. 7. Premier paragraphe. «Le capital social de la société est fixé à DE TRENTE MILLIONS TROIS CENT SEPT MILLE DEUX CENTS EUROS (EUR 30.307.200,-) divisé en:

- SIX CENT CINQ MILLE TROIS CENT QUARANTE-QUATRE (605.344) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale de CINQUANTE EUROS (EUR 50,00) chacune, et

- HUIT CENTS (800) parts sociales de Classe B ayant une valeur nominale de CINQUANTE EUROS (EUR 50,00) chacune,

toutes entièrement payés et libérés»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte, sont évalués à sept mille euros (EUR 7.000,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

La personne comparante, es qualité qu'elle agit, agissant dans un intérêt commun, donne pouvoir individuellement à tous employés de l'Étude du notaire soussigné, à l'effet de faire dresser et signer tous actes rectificatifs des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête e la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, passé à Howald, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation données à la personne comparante, connue du notaire par nom, prénom, état et demeure, cette personne a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Jager, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 19 décembre 2012. Relation: EAC/2012/17098. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Santoni A.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013028305/125.

(130034477) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

Cameron Lux I Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 151.003.

In the year two thousand and twelve, on the fourteenth day of December.

Before Maître Francis KESSELER notary residing in Esch/Alzette.

THERE APPEARED:

CAMERON GLOBAL HOLDINGS LP, an Ontario limited partnership with its principal place of business at 1333 West Loop South, Suite 1700, Houston, Texas, 77027, USA, represented by Me Cécile JAGER, lawyer, residing in Howald (Grand Duchy of Luxembourg), by virtue of a proxy given under private seal on December 14, 2012.

Which proxy shall be signed "ne varietur" by the person representing the above named person and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The prenamed entity CAMERON GLOBAL HOLDINGS LP, is the sole part holder in CAMERON LUX I S.À R.L., incorporated on December 18, 2009, with registered office at 26 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 151003, published in the Mémorial C number 478, on March 5, 2010 (the "Company"), by deed of Maître Paul BETTINGEN, notary residing in Niederanven.

The appearing party representing the whole corporate capital requires the notary to enact the following resolutions:

First resolution

The sole partner resolves to increase the share capital of the Company by an amount of THIRTY MILLION TWO HUNDRED SEVEN THOUSAND TWO HUNDRED EUROS (EUR 30,207,200.-) to bring it from its present amount of ONE HUNDRED THOUSAND EUROS (EUR 100,000.-) to the amount of THIRTY MILLION THREE HUNDRED SEVEN THOUSAND TWO HUNDRED EUROS (EUR 30,307,200.-) by the creation and the issue of SIX HUNDRED FOUR THOUSAND ONE HUNDRED FORTY FOUR (604,144) new parts having a par value of FIFTY EUROS (EUR 50.-) each (the "New Parts"), having the same rights and obligations as the existing parts.

Subscription

CAMERON GLOBAL HOLDINGS LP, prenamed, represented as stated hereabove has declared to subscribe for the SIX HUNDRED FOUR THOUSAND ONE HUNDRED FORTY FOUR (604,144) New Parts, and to pay them a total price of THIRTY MILLION TWO HUNDRED SEVEN THOUSAND TWO HUNDRED EUROS (EUR 30,207,200.-) by a contribution in kind consisting of (i) NINETY THOUSAND TWO HUNDRED SEVENTY (90,270) Class B parts, each having a nominal value of FIFTY EUROS (EUR 50.-) in the capital of CAMERON LUX V S.À R.L., a 'société à responsabilité limitée', incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 155.711 and (ii) certain claims held by CAMERON GLOBAL HOLDINGS LP against CAMERON LUX V S.À R.L.

The above contribution in kind has been dealt with in a contribution certificate of the sole part holder and in a valuation statement issued by the management of the Company, which certify that the total value of the contribution in kind is equal to the value of the New Parts issued in consideration for the Contributed Parts.

Second resolution

The sole partner resolves to amend the first paragraph of article 7 of the by-laws of the Company in order to reflect such increase of capital, which now reads as follows:

Art. 7. First paragraph. "The capital of the company is fixed at THIRTY MILLION THREE HUNDRED SEVEN THOUSAND TWO HUNDRED Euros (EUR 30,307,200.-) divided into:

- SIX HUNDRED FIVE THOUSAND THREE HUNDRED FORTY FOUR (605,344) Ordinary Parts having a par value of FIFTY Euros (EUR 50.-) each, and
 - EIGHT HUNDRED (800) Class A Parts having a par value of FIFTY Euros (EUR 50.-) each,
- all entirely subscribed for and fully paid up."

Valuation - Costs

The costs, expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the Company and charged to it by reason of the present deed are estimated at seven thousand euro (EUR 7,000.-).

Nothing else being on the agenda, the meeting is adjourned.

The appearing person, acting in her hereabove capacities, and in the common interest of all the parties, does hereby grant power to any employees of the law firm of the undersigned notary, acting individually, in order to enact and sign any deed rectifying the present deed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing person the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing person, in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Howald, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary, by surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le quatorze décembre.

Par-devant Maître Francis KESSELER notaire de résidence à Esch sur Alzette, soussigné.

A COMPARU:

CAMERON GLOBAL HOLDINGS LP, une société à responsabilité limitée établie et existante selon les lois du gouvernement de l'Ontario, Canada, ayant son siège au 1333 West Loop South, Suite 1700, Houston, Texas, 77027, Etats-Unis d'Amérique, (la «Société») représenté par Me Cécile JAGER, maître en droit, ayant sa résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée en Luxembourg le 14 décembre 2012.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la personne représentant la partie comparante susnommée et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci.

La société prénommée, CAMERON GLOBAL HOLDINGS LP, est l'associé unique de CAMERON LUX I S.À R.L., constituée suivant acte reçu par acte du Maître Paul BETTINGEN, en date du 18 décembre 2009, ayant son siège au 26 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès registre de commerce et des sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B151.003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 478 du 5 mars 2012 (la «Société») par acte du Maître Paul BETTINGEN notaire de résidence à Niederanven.

Laquelle personne comparante, ès-qualité qu'elle agit, a requis le notaire instrumentaire de documenter ce qui suit:

Première résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital souscrit de la Société par un montant de TRENTE MILLIONS DEUX CENT SEPT MILLE DEUX CENTS EUROS (EUR 30.207.200,-) pour le porter de son montant actuel de CENT MILLE EUROS (EUR 100.000,-) à un montant DE TRENTE MILLIONS TROIS CENT SEPT MILLE DEUX CENTS EUROS (EUR 30.307.200,-) par l'émission de SIX CENT QUATRE MILLE CENT QUARANTE-QUATRE (604.144) de nouvelles parts sociales ayant une valeur de CINQUANTE EUROS (EUR 50,00) chacune (les «Nouvelles Parts Sociales»), ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

Souscription

CAMERON GLOBAL HOLDINGS LP, a déclaré souscrire toutes les SIX CENT QUATRE MILLE CENT QUARANTE-QUATRE (604.144) de nouvelles parts sociales et les libérer pour un prix total de TRENTE MILLIONS DEUX CENT SEPT MILLE DEUX CENTS EUROS (EUR 30.207.200,-) par un apport en nature consistant en (i) QUATRE-VINGT-DIX MILLE DEUX CENT SOIXANTE-DIX (90.270) parts sociales de Classe B ayant une valeur nominale de CINQUANTE EUROS (EUR 50,00) détenues dans le capital de CAMERON LUX V S.À R.L., une société à responsabilité limitée, ayant son siège au 26 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 155.711 et (ii) certains droits à recevoir détenus par CAMERON GLOBAL HOLDINGS LP à l'encontre de CAMERON LUX V S.À R.L. Le montant de l'apport en nature susmentionné a été confirmé par un certificat d'apport émis par l'associé unique et par un certificat d'évaluation émis par la gérance de la Société qui certifie que le montant total de cet apport en nature est égal à la valeur des Nouvelles Parts émises en considération pour les Parts Sociales apportées.

Deuxième résolution

L'associé unique décide alors de modifier le premier paragraphe de l'article 7 des statuts de la Société pour refléter l'augmentation de capital, lequel article sera comme suit:

Art. 7. Premier paragraphe. «Le capital social de la société est fixé à TRENTE MILLIONS TROIS CENT SEPT MILLE DEUX CENTS EUROS (EUR 30.307.200,-) divisé en:

- SIX CENT CINQ MILLE TROIS CENT QUARANTE-QUATRE (605.344) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale de CINQUANTE EUROS (EUR 50,00) chacune, et
 - HUIT CENTS (800) parts sociales de Classe A ayant une valeur nominale de CINQUANTE EUROS (EUR 50,00) chacune,
- toutes entièrement payés et libérés»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte, sont évalués à sept mille euros (EUR 7.000,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

La personne comparante, es qualité qu'elle agit, agissant dans un intérêt commun, donne pouvoir individuellement à tous employés de l'Étude du notaire soussigné, à l'effet de faire dresser et signer tous actes rectificatifs des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête e la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, passé à Howald, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation données à la personne comparante, connue du notaire par nom, prénom, état et demeure, cette personne a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Jager, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 19 décembre 2012. Relation: EAC/2012/17097. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Santoni A.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013028323/123.

(130034472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

Logiplat S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 174.723.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-ninth of January.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg,

THERE APPEARED:

VC Beta Limited, a limited liability company incorporated under the laws of Gibraltar, having its registered address at 57/63 Line Wall Road, PO Box 199, Gibraltar, here represented by Arlette Siebenaler, private employee, residing professionally in L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents, by virtue of a power of attorney under private seal.

Such power of attorney, after having been signed "ne varietur" by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. It is the sole Partner (the Sole Partner) of Logiplat S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), with registered office at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, in process of registration with the Trade and Companies' Register in Luxembourg (the Company). The Company was incorporated pursuant to a deed of Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, on 10th January 2013, not yet published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C.

II. The agenda of the meeting is as follows:

1. Conversion of the existing 100 shares of 125.-EUR into 1000 shares having a par value of 12.5 EUR.
2. Subsequent amendment of article 6 of the articles of incorporation.
3. Miscellaneous.

III. The Sole Partner has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Partner decides to convert the existing 100 (one hundred) shares of EUR 125.- (one hundred and twenty-five euros) into 1,000 (one thousand) shares having a par value of EUR 12.50 (twelve euros and fifty cents).

The 1,000 (one thousand) shares are allocated to the Sole Partner.

Second resolution

The Sole Partner decides the subsequent amendment of the first paragraph of article 6 of the articles of incorporation, which will henceforth have the following wording:

- "The capital is set at TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EURO (12,500.- EUR) divided into ONE THOUSAND (1,000) shares of TWELVE EURO AND FIFTY CENTS (12.50 EUR) each."

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 1,000.-

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, the proxy holder of the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-neuf janvier.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg,

A COMPARU:

VC Beta Limited, une société existant sous les lois de Gibraltar, ayant son siège social à 57/63 Line Wall Road, PO Box 199, Gibraltar,

ici représentée par Mme Arlette Siebenaler, employée, demeurant professionnellement à L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. elle est l'associé unique (l'Associé Unique) de Logiplat S.à r.l., une société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé à Luxembourg, en cours d'immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (la Société). La Société a été constituée suivant un acte de Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, le 10 janvier 2013, non encore publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations.

II. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Conversion des 100 parts sociales existantes de EUR 125.- chacune en 1.000 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 12,50 chacune.

2. Modification afférente des statuts de la Société.

3. Divers.

III. L'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de convertir les 100 (cent) parts sociales existantes de EUR 125.- (cent vingt-cinq euros) chacune en 1.000 (mille) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 12,50 (douze euros cinquante cents) chacune.

Les MILLE (1.000) parts sociales sont attribuées à l'Associé Unique.

Deuxième résolution

Par conséquent, l'Associé Unique décide de modifier le premier alinéa de l'article 6 des statuts, qui par conséquent aura la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12.500. EUR) représenté par MILLE (1.000) parts sociales de DOUZE EUROS CINQUANTE CENTS (12,50 EUR) chacune.»

Estimation des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges, de toute forme, qui incombent à la Société en raison du présent acte sont estimés à environ EUR 1.000.-

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la requête de la partie comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, à la requête de la même partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du document ayant été faite au mandataire de la partie comparante, le mandataire de la partie comparante a signé ensemble avec nous, le notaire, le présent acte original.

Signé: A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 février 2013. Relation: LAC/2013/5249. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 26 février 2013.

Référence de publication: 2013028540/89.

(130034359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

**UGL Parnters S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle,
(anc. Mennlux S.à r.l.).**

Siège social: L-5326 Contern, 9, rue Goell.
R.C.S. Luxembourg B 162.495.

L'an deux mille treize, le sept février.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg,

A comparu:

ARMACOM S.A., ayant son siège social à L-4281 Esch-Alzette, 7, rue Portland, RCS Luxembourg B 103983, ici représentée par Madame Danielle KIRSCH, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé, ci-annexée.

Laquelle comparante, agissant en leur qualité de seule associée de la société à responsabilité limitée "MENNLUX S.à r.l.", avec siège social à Roedt, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 20 juillet 2011 publié au Mémorial, Recueil Spécial C numéro 234 du 21 septembre 2011, a requis le notaire instrumentant de dresser acte des résolutions suivantes:

Première résolution:

L'Associé unique décide changer la dénomination de la Société en UGL Partners S.à r.l. et de modifier en conséquence l'article 3 des statuts comme suit:

« **Art. 3.** La société prend la dénomination de "UGL Parnters S.à r.l." »

Deuxième résolution:

L'Assemblée décide de transférer le siège social de la Société de Strassen à L-5326 Contern. 9. rue Goell et de modifier l'article 4 des statuts comme suit:

« **Art. 4.** Le siège social est établi à Contern.»

Troisième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 2 des statuts relatif à l'objet social comme suit:

« **Art. 2.** La société a pour objet la promotion de toutes réalisations immobilières, l'exploitation d'une agence immobilière, plus spécialement l'achat, la vente, l'échange d'immeubles bâtis et non bâtis, la transformation, l'aménagement et la mise en valeur de tous biens immobiliers, tant pour son compte que pour compte de tiers, la prise à bail, la location de toutes propriétés immobilières avec ou sans promesse de vente, la gérance et l'administration ou l'exploitation de tous immeubles, ainsi que toutes opérations auxquelles les immeubles peuvent donner lieu.

D'une façon générale, elle pourra faire toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social.»

Cession de parts

Ensuite est intervenue aux présentes la société CAPALUX S.A., société anonyme, avec siège social à L-5442 ROEDT, 54, RUE DE REMICH,

ici représentée par Madame Danielle KIRSCH, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé ci-annexée.

Les comparantes ARMACOM S.A. et CAPALUX S.A. ont ensuite requis le notaire soussigné d'acter la cession de part suivantes à intervenir entre elles:

La société ARMACOM S.A. déclare par les présente céder 50 (cinquante) parts sociales de la Société à la société CAPALUX S.A., pour laquelle accepte son représentant ci-dessus nommé, au prix de 1.-EUR (un euro).

Le prix de cession a été payé par le cessionnaire au cédant dès avant la passation des présentes, ce dont celui-ci consent bonne et valable quittance.

Le cessionnaire est subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées à partir de ce jour.

Conformément à l'article 1690 du Code Civil, la présente cession de parts est acceptée au nom de la Société par son gérant Monsieur Camille LUX, ici représenté par Madame Danielle KIRSCH, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé, ci-annexée.

Suite à ces cessions de parts les 100 (cent) parts sociales représentatives du capital social sont réparties comme suit:

- | | |
|-----------------------|----------------------|
| 1) ARMACOM S.A. | 50 (cinquante) parts |
| 2) CAPALUX S.A.: | 50 (cinquante) parts |

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: D. KIRSCH et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 7 février 2013. Relation: LAC/2013/5917. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 27 février 2013.

Référence de publication: 2013028590/59.

(130034925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2013.

ZIM Atlantic Maritime Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 134.449.

En date du 31 décembre 2012, l'associé unique ZIM Integrated Shipping Services Ltd., avec siège social au 9, Andrei Sakharov Street, 31016 Haïfa, Israël, a cédé la totalité de ses 100 parts sociales à Zim Holding Company S.à r.l., avec siège social au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, qui les acquiert.

En conséquence, l'associé unique de la société est Zim Holding Company S.à r.l., précité, avec 100 parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 mars 2013.

Référence de publication: 2013031454/14.

(130038382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2013.

Portfolio Consult S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 32, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 36.035.

Extrait de résolutions prises par l'associé unique le 1^{er} mars 2013

L'associé unique prend acte de la démission de Maître Christian-Charles LAUER et Madeleine SIMEON de leurs fonctions d'administrateurs ainsi que de la démission de Monsieur Jean-Luc JOURDAN de ses fonctions d'administrateur délégué.

Conformément à l'article 9. des statuts, l'associé unique limite la composition du conseil d'administration à un membre en la personne de Monsieur Jean-Luc JOURDAN lequel aura désormais tous pouvoirs de signature individuelle, et renouvelle son mandat jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire à tenir en l'an 2018.

L'associé unique constate que le mandat d'administrateur de Maître René FALTZ est échu depuis plusieurs années et décide de ne pas le renouveler à cette fonction.

L'associé unique constate que les mandats de commissaire aux comptes des sociétés FREECAP GLOBAL INC. et GRAWTON UNIVERSAL S.A. sont échus depuis plusieurs années et décide de ne pas les renouveler à cette fonction.

L'associé unique renouvelle la société GLOBAL CORPORATE ADVISORS S. à r.l. aux fonctions de commissaire aux comptes unique jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire à tenir en l'an 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013030059/21.

(130036551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

nGage Consulting International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 232, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 163.076.

EXTRAIT

Il résulte d'un procès-verbal d'une assemblée générale extraordinaire tenue en date du 15 février 2013 que:

- L'assemblée accepte la démission de Monsieur De Waal Leonard Engelbertus de sa fonction d'administrateur.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2013032726/11.

(130040566) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2013.